

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2022

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

## EMPLOI

Le travail décent pour combattre la pauvreté

## HYDROLOGIE

L'innovation contre les inondations

## VILLES INTELLIGENTES

Les «smart cities» permettent-elle véritablement  
de résoudre les problèmes urbains?



## DOSSIER EMPLOI



### 8 Améliorer l'emploi pour améliorer le monde

Le travail décent est considéré comme un facteur clé pour réduire la pauvreté.

### 12 « Le travail est organisé par des algorithmes »

Entretien avec Uma Rani et Merten Sievers, de l'Organisation internationale du travail.

### 16 Dépasser les limites de la finance pour soutenir la croissance

En Afrique, les petites et moyennes exploitations agricoles peinent à obtenir des crédits bancaires. Un programme y remédie.

### 19 Des milliers d'emplois pour la jeunesse kosovare

Au Kosovo, des formations, des centres d'orientation professionnelle et des portails en ligne améliorent les perspectives des jeunes sur le marché du travail.

#### UN SEUL MONDE en ligne:

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)  
[www.eine-welt.ch](http://www.eine-welt.ch)  
[www.un-solo-mondo.ch](http://www.un-solo-mondo.ch)  
[www.one-world-magazine.ch](http://www.one-world-magazine.ch)

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

### 21 Sur le terrain avec...

Katrin Ochsenbein, conseillère régionale pour le développement économique inclusif dans les Balkans occidentaux.

### 22 Investir malgré les difficultés

La Société financière de développement établie par la Suisse soutient la croissance des entreprises dans les pays du Sud.

### 25 Faits et chiffres

## DDC



### 26 Une culture de débat orientée vers des solutions inclusives

La DDC soutient, dans le monde arabophone, un projet qui donne une voix aux jeunes, aux femmes et aux groupes marginalisés.

### 29 L'open source pour lutter contre les inondations

Les pays en développement améliorent leurs bases de données hydrologiques grâce à des technologies bon marché et à des solutions innovantes.

## FORUM



### 32 Villes intelligentes contre problèmes urbains ?

Avec les « smart cities », les groupes technologiques promettent des solutions aux défis que pose la croissance rapide des grands centres.

### 36 La souffrance de celles et ceux qui restent

Carte blanche: la directrice de théâtre Lucero Millán évoque son travail et l'exode de la jeunesse nicaraguayenne.

## CULTURE



### 37 Ouvrir les portes du marché cinématographique international

Depuis vingt ans, le programme « Open Doors » lancé par le Festival du film de Locarno soutient le cinéma indépendant dans les pays de l'Est et du Sud.

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 31 DDC interne
- 41 Service
- 43 Coup de cœur avec Eileen Hofer
- 43 Impressum

# RÉFUGIÉS CINQ ÉTOILES: LE DÉPART DE KIEV



© DDC

Berne, mi-mars 2022. Le 25 février 2022, au lendemain des premières attaques sur Kiev, nous sommes partis en voiture, via la Pologne, pour rejoindre la Suisse. Cette phrase évoque pour moi des émotions et des expériences complexes, voire contradictoires, qui m'accompagneront longtemps encore.

Pendant quelques jours, nous étions des réfugiés. Nous avons quitté notre maison avec nos valises, voyagé avec le convoi d'évacuation de l'ambassade, passé la nuit dans des abris antiaériens et attendu des heures dans les embouteillages. Le choc, la peur pour les amis et les collègues de travail, les scénarios de guerre possibles et le manque flagrant de sommeil ont transformé notre petit cinéma intérieur en film d'horreur.

Je n'oublierai jamais la voiture garée à côté de nous lorsque nous étions bloqués sur l'autoroute en direction de l'ouest, avec un adolescent au teint pâle au volant et trois jeunes enfants sur le siège passager ainsi qu'à l'arrière. J'ai imaginé que leur mère ou leur père les avait envoyés seuls chez leur grand-mère à l'ouest de l'Ukraine, en espérant qu'ils ne tomberaient pas en panne d'essence, comme cela est arrivé à tant de personnes.

La solidarité et la générosité dont nous avons bénéficié lors de notre voyage étaient impressionnantes: les étudiants qui nous ont fourni un logement à Ternopil ne voulaient absolument pas accepter d'argent, le maire de Vinnytsa nous a offert de l'essence et la ville de Lviv, qui était débordée, a pu, malgré tout, nous proposer une escorte jusqu'à la frontière.

Après trois nuits sans sommeil, nous sommes arrivés à Varsovie et avons été chaleureusement accueillis par nos collègues de l'Ambassade de Suisse en Pologne. Lorsque nous avons débarqué le soir à 23 heures, leur soulagement et leur joie de nous voir se sont immédiatement heurtés à notre épuisement, à notre tristesse et à notre peur.

Contrairement aux réfugiés ukrainiens, nous sommes rentrés «à la maison», auprès de nos familles et amis en Suisse. Nous avons laissé derrière nous nos affaires et nos souvenirs personnels, mais nous avons les moyens de remplacer ce qui est matériel. Nous n'avons pas dû laisser derrière nous des maris, des pères ou des parents âgés. Nous n'avons pas subi d'atrocités, nous n'avons pas été directement bombardés, un psychologue-conseil était même déjà à notre disposition à Varsovie.

Nous pouvons ainsi nous considérer comme des réfugiés cinq étoiles. Pourtant, ce que nous avons vécu est encore très présent. Les images et les informations que j'ai ramenées d'Ukraine ne me quittent pas, me poursuivant parfois même la nuit. Mais pour les gens qui vivent sur place, la réalité est pire que n'importe quel cauchemar.

*Nicole Ruder, responsable de la coopération internationale à l'Ambassade de Suisse à Kiev depuis l'été 2019*

## GUERRE EN UKRAINE

Retrouvez les réactions de la Suisse et de la DDC à la situation actuelle en Ukraine sur les pages suivantes:

DDC: [www.eda.admin.ch/deza/fr/home.html](http://www.eda.admin.ch/deza/fr/home.html)  
(pays, Ukraine)

DFAE: [www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae.html](http://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae.html)  
(actualités)



© Azra Alkhamis

## LE DESIGN POUR SURVIVRE

(sch) Trois années durant, une équipe d'artistes et de designers du MIT Future Heritage Lab de Cambridge (États-Unis) a travaillé avec des Syriennes et des Syriens, qui ont trouvé refuge dans le camp d'Azraq, en Jordanie. L'objectif : éclairer la façon dont ces personnes font appel à l'art et au design pour préserver dignité et humanité malgré des conditions de vie extrêmement difficiles. De cette collaboration est né un livre, *Design to Live*. On y voit notamment des jardins verticaux conçus par des Syriennes, là où elles n'avaient pas l'autorisation de cultiver le sol, des balançoires pour bébé faites d'anciens pupitres ou encore un jeu d'échecs sculpté dans des manches à balai. Devant leur logis temporaire, des personnes ont aussi dressé des piliers évoquant l'architecture historique syrienne. L'ouvrage vise par ailleurs à souligner le décalage entre le design standardisé des biens humanitaires et les besoins socio-culturels des populations réfugiées. Des aspects du projet ont été exposés en 2021, lors de la Biennale d'architecture de Venise.

<https://web.mit.edu> (recherche : *Design to Live*)

## DES MANGROVES CONTRE L'ÉROSION CÔTIÈRE

(sch) En de nombreux points d'Asie, les forêts de mangrove ont cédé la place à l'élevage de crevettes et de poissons. En Indonésie, quelque 40% des mangroves ont été abattues.



© Xichuoveveine/flickr

Pour les reboiser sur le littoral du nord de l'île de Java, le projet « Associate Mangrove Aquaculture » rassemble des communautés de pêcheurs locales, les autorités nationales, des partenaires de recherche ainsi que des ONG internationales. L'érosion côtière devrait s'en trouver ralentie. Pour les communes, les mangroves constituent également une protection contre les inondations, qui ne seront que plus fréquentes avec le changement climatique. Les pêcheurs apprennent aussi à construire des barrages simples ou à élaborer, à l'aide de feuilles de palétuvier et de zostère (herbe marine), des engrais écologiques pour l'élevage des crevettes. Ceci permettrait de renoncer aux engrais chimiques, à l'impact désastreux sur les écosystèmes. Les communautés de pêcheurs contribuent ainsi activement à la protection de l'environnement en Indonésie.

## RÉSISTANCE AUX ANTIBIOTIQUES FATALE

(sch) Dans le cadre d'une étude approfondie publiée début 2022 dans la revue *The Lancet*, des dizaines de scientifiques se sont penchés sur le risque global que représente la résistance aux antibiotiques. Pour la seule année 2019, ce problème a causé 1,27 million de décès dans le monde, soit plus que le sida et le paludisme réunis. L'étude couvre 204 pays et 23 pathogènes bactériens, une première. Les pays en développement sont sévèrement touchés par ce phénomène : un décès sur cinq survient chez un enfant de moins de cinq ans vivant dans un pays à revenu faible ou intermédiaire. Avec 27,3 décès pour 100 000 habitantes et habitants, le taux de mortalité dû à la résistance aux antibiotiques est le plus élevé en Afrique de l'Ouest. Les chercheuses et chercheurs lancent un appel pressant aux autorités sanitaires pour qu'elles fassent de ce thème une priorité, combler les lacunes en matière de données et investissent dans la prévention et le développement de nouveaux antibiotiques.

## NANTIS ET POLLUEURS

(sam) Notre monde est fait d'inégalités qui ne font que croître. C'est ce que confirme le *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*, fruit du travail pendant quatre ans de plus de 100 chercheuses et chercheurs. Ainsi, les 10% les plus riches détiendraient 76% du patrimoine mondial. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord seraient les plus touchés par les inégalités, tandis que l'Europe serait la plus égalitaire. Il existerait par ailleurs une corrélation entre les disparités en matière de revenus et les émissions de gaz à effet de serre. Les 10% les plus fortunés sont responsables de près de 50% des émissions annuelles ; les 50% les plus pauvres n'en génèrent que 12%. Le rapport montre en outre que la moitié la plus pauvre de la population des pays riches a déjà atteint (ou peu s'en faut) les objectifs climatiques que ces États se sont fixés

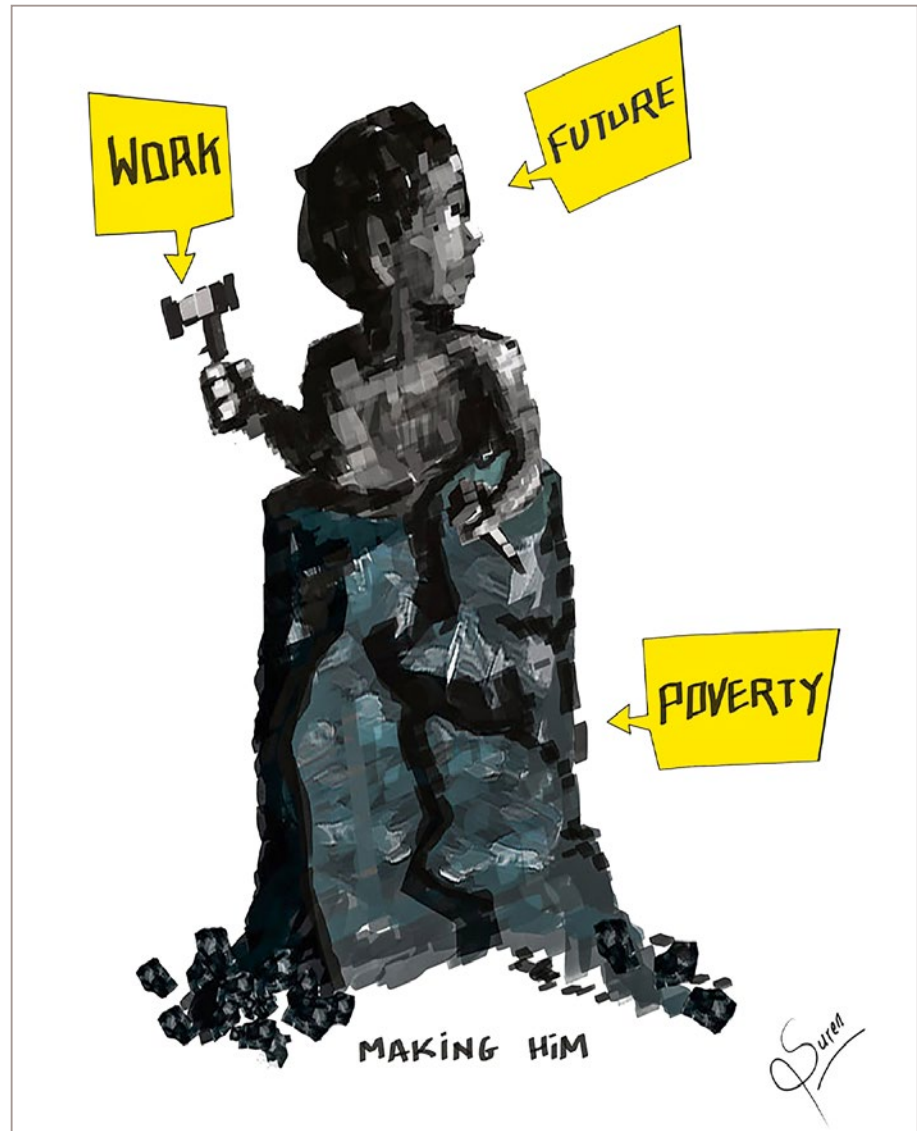


pour 2030, s'ils sont exprimés par habitante et habitant.  
[www.socialjustice.ie](http://www.socialjustice.ie) (recherche: *World Inequality Report 2022*)

### TANZANIE: LES ÉTUDIANTES ENCEINTES DE RETOUR À L'ÉCOLE

(zs) Bonne nouvelle en Tanzanie: les adolescentes enceintes ou filles mères peuvent à nouveau étudier. Jusqu'à alors, leur présence était interdite dans les salles de classe. Le président John Magufuli en avait décidé ainsi en 2017. Le chef d'État, décédé l'an passé, jugeait immoral que des jeunes filles soient sexuellement actives. La mesure était vivement critiquée par les organisations de défense des droits humains ainsi que par des donateurs internationaux, tels que la Banque mondiale, qui avaient cessé d'apporter leur soutien à ce pays d'Afrique de l'Est. La présidente Samia Suluhu Hassan entend rompre avec certaines politiques de son prédécesseur. Cette loi controversée est donc abrogée. Les jeunes filles peuvent désormais terminer librement leurs études. Une grande avancée dans l'émancipation des femmes en Tanzanie.

### COUP DE CRAYON de Surendran Rasadurai (Sri Lanka)



### LES ÉNERGIES MODERNES FAVORISENT L'ÉGALITÉ DE GENRE

(zs) La moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès à des combustibles de cuisson modernes. Le gaz



© Francis Leroy/hemlis.fr/afaf

ou l'électricité pourraient améliorer le bien-être des femmes dans les pays du Sud et accélérer la transition démographique, selon une récente étude publiée par l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique. Ces sources d'énergie sont meilleures pour la santé et peuvent contribuer à une réduction des taux de natalité: elles dispensent les femmes d'avoir de nombreux enfants pour effectuer des tâches ménagères chronophages, telles que la collecte de bois ou la cuisson des aliments sur des foyers ouverts. Ces activités incombent la plupart du temps aux femmes et aux filles, les empêchant d'étudier. Qui plus est, sans électricité, elles n'ont pas accès à Internet et à l'information. Si elle réduit les émissions de gaz à effet de serre, l'énergie moderne permet aussi l'éducation et l'égalité, démontre l'étude.

[www.pik-potsdam.de/en](http://www.pik-potsdam.de/en) (recherche: *news, a gender dimension of energy*)



# DOSSIER EMPLOI

**AMÉLIORER L'EMPLOI POUR AMÉLIORER LE MONDE** PAGE 8  
**« LE TRAVAIL EST ORGANISÉ PAR DES ALGORITHMES »** PAGE 12  
**DÉPASSER LES LIMITES DE LA FINANCE POUR SOUTENIR LA CROISSANCE** PAGE 16  
**DES MILLIERS D'EMPLOIS POUR LA JEUNESSE KOSOVARE** PAGE 19  
**SUR LE TERRAIN AVEC...** PAGE 21  
**INVESTIR MALGRÉ LES DIFFICULTÉS** PAGE 22  
**FAITS ET CHIFFRES** PAGE 25





Travail décent et promotion  
du secteur privé: la start-up  
indienne Phool recycle des  
fleurs et emploie principalement  
des femmes, toutes issues de  
milieux sociaux modestes.

© Jehann Rousselot/laif





# AMÉLIORER L'EMPLOI POUR AMÉLIORER LE MONDE

Le travail décent est un facteur clé pour réduire la pauvreté dans le monde. Dans ce cadre, la collaboration avec le secteur privé constitue un élément important. Mais les défis, qui ne datent pas de la pandémie, sont nombreux.

Texte : Samanta Siegfried

Ces dix dernières années, la vie professionnelle de Collet Wemba s'est nettement améliorée. Depuis 2012, elle travaille dans une chaîne de restauration rapide qui produit entre autres des chips de pomme de terre, dans la banlieue de la capitale sud-africaine Johannesburg. «Au début, nous étions nombreuses à avoir des contrats de travail temporaire sans cesse renouvelés», raconte la jeune femme de 33 ans. Elle évoque les heures supplémentaires non rémunérées et le personnel renvoyé à la maison lorsqu'il n'y avait pas assez de travail. De plus, elle devait payer elle-même les vêtements de travail nécessaires. La première année, elle gagnait l'équivalent de 80 centimes par heure.

En 2015, Collet Wemba s'adresse à l'organisation Casual Workers Advice Office (CWAO), basée à Johannesburg, qui soutient les travailleuses et travailleurs temporaires ou précaires sur le plan juridique. «Nous avons ainsi pu présenter nos revendications auprès de la direction», explique Collet Wemba. Les choses ont alors commencé à bouger: «Nous avons obtenu une amélioration des conditions de travail et une légère augmentation salariale.» En 2018, après une procédure de conciliation, elle et quelques-unes de ses collègues décrochent un poste fixe, après six ans de travail temporaire dans la même entreprise.

«Ma vie a changé», commente Collet Wemba. Ses conditions de travail sont meilleures: «Mais, surtout, je ne me retiens plus pour défendre mes droits ou ceux de mes collègues.» Elle a fait usage de son droit à la liberté d'association, l'un des principes fondamentaux de l'Organisation internationale du travail (OIT, voir encadré).

«Il est prouvé que la présence de syndicats forts est associée à des salaires plus élevés et à un meilleur niveau de vie», déclare Joachim Merz, chargé de programme pour l'Afrique australe et la Bolivie chez Solidar Suisse. Cette organisation, qui s'engage pour des conditions de travail équitables, soutient notamment le CWAO en Afrique du Sud.

## L'importance de connaître ses droits

«Si l'on veut améliorer l'emploi, il faut augmenter les salaires, mais aussi garantir la protection sociale et veiller à ce que les personnes connaissent leurs droits», relève Joachim Merz en référence à l'Agenda pour le travail décent adopté par l'OIT en 1999. Ce document énumère les quatre conditions qui définissent le travail décent: le respect des droits sur le lieu de travail, un emploi qui génère un revenu suffisant, une protection sociale et un dialogue social sur

les conditions de travail (voir entretien page 12).

Aujourd'hui, l'Agenda pour le travail décent représente un élément central de la politique internationale de développement. Le travail décent compte parmi les Objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU. La Suisse a également fait de la création d'emplois décents une priorité dans sa Stratégie de coopération internationale 2021-2024.

## Plus de 200 millions de personnes au chômage

À l'échelle mondiale, la question du travail décent semble plus urgente que jamais. De nombreux pays affichent un taux de chômage, une proportion d'emplois informels et une pauvreté élevés, avec une protection sociale insuffisante. Après la pandémie de Covid-19, le tableau s'est encore assombri. L'OIT prévoit 207 millions de personnes au chômage dans le monde cette année, contre 186 millions en 2019. Les perspectives d'emploi seraient particulièrement préoccupantes pour les femmes et les jeunes, qui figurent déjà parmi les populations les plus vulnérables.

Comment créer des emplois face aux bouleversements et aux incertitudes qui





marquent le monde du travail? «L'une des clés est le renforcement du secteur privé local», selon Guido Beltrani, co-responsable de l'équipe Développement économique inclusif à la DDC. Près de 90% des emplois à travers le monde sont créés par des acteurs privés: «Le problème est que les entreprises n'ont souvent pas accès aux financements, ce qui les empêche de se développer et de générer des emplois.»

C'est là que la DDC peut intervenir. Elle soutient, par exemple, une initiative qui favorise l'octroi de crédits aux petites

et moyennes entreprises agricoles de certaines régions d'Afrique de l'Est (voir page 16). D'autres projets facilitent l'accès au marché des populations rurales, en promouvant notamment l'utilisation des technologies mobiles. Les familles paysannes peuvent ainsi obtenir les informations de marché et exiger de meilleurs prix pour leurs produits.

### Collaborer avec le secteur privé

La DDC encourage donc les entreprises locales, mais elle renforce également la

Comme cette vendeuse de rue cambodgienne à Phnom Penh, plus de deux milliards de personnes à travers le monde travaillent dans l'économie informelle.

© Luke Duggleby/Redux/laif

collaboration avec des sociétés suisses et étrangères. «Cela permet de mobiliser les ressources, la capacité d'innovation et les moyens financiers du secteur privé, souligne Guido Beltrani. C'est essentiel pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.» Ces dernières années, la





DDC a développé de nombreux partenariats. L'an dernier, elle comptait quelque 140 projets actifs en collaboration avec des multinationales comme le groupe pharmaceutique bâlois Roche, mais aussi avec des PME et des prestataires de services financiers.

Mais la coopération avec les entreprises n'est pas toujours possible. Les ONG épinglent régulièrement le manque de transparence quant à la protection de l'environnement et aux droits humains. «Avant chaque partenariat, nous menons une analyse détaillée», indique Guido Beltrani, en particulier sur l'impact environnemental et social ainsi que sur la gouvernance d'entreprise, pour déterminer les risques potentiels. «Concernant les multinationales, ces

risques se situent généralement le long de la chaîne de création de valeur», note Guido Beltrani.

Une base de données permet de rechercher les cas problématiques survenus dans une entreprise par le passé et d'évaluer les risques si une collaboration se précise. Ensuite, la DDC examine les mesures que prend la firme pour reconnaître et prévenir ces risques.

### Faire évoluer le secteur informel

Joachim Merz estime, lui aussi, que la participation du secteur privé est nécessaire. À une condition cependant: «Il faut garantir le dialogue social et les négociations collectives. Les entreprises

Le secteur numérique est en pleine croissance. Ces étudiantes apprennent l'édition photo et vidéo à Hargeisa, au Somaliland.  
© Luke Duggleby/Redux/iaif

doivent être prêtes à discuter avec le personnel et les syndicats pour des salaires équitables ainsi qu'une meilleure protection sociale.»

Solidar Suisse mise également sur le dialogue pour améliorer les conditions de travail dans l'économie informelle. Un secteur dans lequel travaillent plus





de 60% des personnes dans le monde, généralement sans contrat de travail écrit ni protection sociale. «Sur certains projets, nous travaillons avec les administrations communales pour faire évoluer les conditions-cadres dans le travail informel», poursuit Joachim Merz.

Les objectifs sont multiples: par exemple, veiller à ce que les vendeuses et vendeurs de rue puissent écouler leurs marchandises légalement, garantir une meilleure connexion Internet ou encore proposer des incitations financières comme des allègements fiscaux aux start-up. «Le travail informel ne disparaîtra pas, analyse Joachim Merz. L'enjeu est de le rendre aussi décent que possible.» ■

#### PROMOUVOIR LES DROITS DU TRAVAIL

L'Organisation internationale du travail a été fondée en 1919 pour améliorer les conditions de travail et de vie de tous les êtres humains. Depuis 1998, ses huit conventions fondamentales forment le cadre de référence international pour les normes minimales dans le monde du travail. Les quatre principes fondamentaux sont la liberté d'association et le droit de négociation collective, l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants ainsi que l'interdiction de la discrimination.

Dans la métropole nigériane de Lagos, des hommes pèsent les bouteilles en plastique qu'ils ont récupérées et inscrivent leur poids au point de collecte de recyclage.

© Tadej Znidarcic/Redux/laif





# « LE TRAVAIL EST ORGANISÉ PAR DES ALGORITHMES »

Qu'est-ce que le travail décent et comment créer de tels emplois ? Entretien avec Uma Rani et Merten Sievers, respectivement économiste du développement et expert en chaîne de valeur à l'Organisation internationale du travail (OIT). Tous deux évoquent les défis à venir : le numérique, le changement climatique et les responsabilités de l'Occident.

Entretien : Samanta Siegfried

**En politique de développement, l'Agenda pour le travail décent de l'OIT est devenu un instrument important. Qu'est-ce qu'un emploi décent ?**

**Merten Sievers :** C'est, d'une part, une question d'appréciation : la personne se sent-elle épanouie au travail ? A-t-elle un bon équilibre entre vie professionnelle et privée ? D'autre part, l'emploi doit évidemment assurer la subsistance de la personne. Il faut aussi examiner les facteurs qui influencent le revenu et la qualité du travail, par exemple une couverture d'assurance complète.

**Uma Rani :** Outre les conditions, il faut s'interroger sur le contenu du travail. Les personnes hautement qualifiées dans les pays en développement effectuent souvent des tâches peu exigeantes, voire destructrices, notamment sur les portails en ligne. Ce sont des travailleuses et travailleurs bien formés des Philippines ou d'Inde qui s'occupent de filtrer le matériel pornographique, les images de guerre ou les discours de haine sur les réseaux sociaux. Il est douteux que cela contribue véritablement à l'essor économique et social des pays.

**Comment mettre en œuvre l'Agenda pour le travail décent ?**

**Merten Sievers :** Il est effectivement difficile de concilier le cadre réglementaire international avec la réalité sur le terrain. Concrètement, l'OIT analyse les principales lacunes en matière de travail décent dans un contexte donné. Si la liberté de négociation ou la protection de la santé font défaut, ou s'il y a des discriminations envers les femmes,

c'est là que nous devons intervenir. Un exemple : le problème du développement agricole est souvent le manque de revenus. Il s'agira donc d'explorer de nouveaux marchés de niche ou d'améliorer la qualité des produits pour obtenir des prix plus élevés.

---

**« OUTRE LES CONDITIONS, IL FAUT S'INTERROGER SUR LE CONTENU DU TRAVAIL. »**

Uma Rani

---

**Le monde du travail est en pleine mutation et la pandémie de Covid-19 a exacerbé les problèmes. Quels sont les plus grands défis à relever ?**

**Merten Sievers :** La crise du coronavirus a surtout accentué les inégalités préexistantes sur le marché du travail, frappant durement les travailleuses et travailleurs vulnérables, en particulier les quelque deux milliards de personnes dans le secteur informel. Les vendeuses et vendeurs de rue, les employées de maison ou les chauffeuses et chauffeurs de taxi, qui ne peuvent pas travailler sans contact direct, ont vu leurs revenus dégringoler. De plus, il est affligeant de constater que le travail des enfants augmente et que les discriminations de genre perdurent. Les problèmes varient fortement selon les régions. En Afrique du Nord, le chômage des jeunes reste une préoccupation majeure, tandis qu'en Amérique latine ce sont plutôt les inégalités sociales. Outre la pandémie, les éléments qui bouleversent le monde

du travail à l'échelle mondiale sont le numérique et le changement climatique.

**Prenons le numérique : un rapport de l'OIT (voir encadré) auquel vous avez participé, Madame Rani, montre que l'utilisation des plateformes de travail numériques s'est multipliée par cinq au cours de la dernière décennie. Quel est l'impact sur la création d'emplois ?**

**Uma Rani :** Cette évolution paraît intéressante au premier abord, mais elle n'entraîne pas forcément une augmentation des emplois. De nombreux jobs qui passent aujourd'hui par les plateformes en ligne existaient déjà avant le numérique : chauffeuses et chauffeurs de taxi, livreuses et livreurs, employées de maison ou mandats en freelance. Ce qui a changé, c'est la manière dont les travailleuses et travailleurs sont mis en relation avec la clientèle.

**Pouvez-vous développer s'il vous plaît ?**

**Uma Rani :** Le travail est de plus en plus organisé par des algorithmes plutôt que par des êtres humains, depuis l'embauche de la personne jusqu'à l'évaluation de ses performances. Ce changement fondamental peut tourner à l'arbitraire. Les investissements pour le poste de travail, l'équipement ou la maintenance sont reportés sur le personnel. Les plateformes s'en sortent à bon compte. Si l'activité ne marche pas, la plateforme peut fermer à tout moment, les risques et les coûts étant supportés par les travailleuses et travailleurs. Sécurité de revenu, protection





**UMA RANI**, économiste du développement, travaille à l'OIT depuis 2008. Elle a été professeure assistante à l'Institut Gujarat de recherche sur le développement à Ahmedabad, en Inde. Elle s'intéresse à l'économie du développement, au secteur informel, aux salaires minimums, au genre et au monde du travail numérique. Elle est originaire de Delhi, en Inde.



**MERTEN SIEVERS** est coordinateur des unités de développement des chaînes de valeur à l'OIT. Ses projets portent sur le développement de systèmes de marché, la promotion de l'emploi, le travail décent et l'égalité des genres.

---

**« LES PLATEFORMES EN LIGNE OFFRENT AUX FEMMES CERTES LA POSSIBILITÉ DE TRAVAILLER. MAIS CELA SE FAIT GÉNÉRALEMENT EN PLUS DU TRAVAIL DOMESTIQUE. »**

Uma Rani

---

sociale, liberté de négociation ou liberté tarifaire font défaut. De nombreuses personnes travaillant via ces plateformes en ont fait les frais pendant la pandémie.

**Les plateformes de travail numériques ne pourraient-elles pas être une chance pour les groupes qui n'ont guère accès au marché de l'emploi, comme les femmes, les jeunes ou les personnes réfugiées?**

**Uma Rani:** Prenons les femmes: les plateformes en ligne leur offrent certes la possibilité de travailler. Mais cela se

fait généralement en plus du travail domestique. Les femmes qui travaillent à domicile deviennent invisibles et perdent leurs réseaux sociaux. Il est vrai que les plateformes électroniques peuvent aider les groupes mentionnés à gagner de l'argent, en particulier les personnes migrantes qui vivent souvent dans une situation difficile. Mais ce ne sont pas les emplois auxquels nous aspirons pour atteindre les Objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030.

**La numérisation étant inéluctable, peut-on imaginer une évolution plus positive?**

**Uma Rani:** Oui, il y a des exemples en Amérique latine où la technologie appliquée aux données administratives sert à garantir des salaires minimums et une protection sociale aux travailleuses et travailleurs. Mais, pour cela, une volonté politique s'avère nécessaire. Il est urgent de mettre en place des réglementations au niveau mondial pour imposer les normes universelles du travail sur les plateformes en ligne. Sinon, les inégalités mondiales continueront à s'aggraver.



## LE TRAVAIL VIA LES PLATEFORMES EN LIGNE

L'OIT a publié un rapport intitulé *Emploi et questions sociales dans le monde 2021 - Le rôle des plateformes numériques dans la transformation du monde du travail*. Le document analyse les opportunités et les défis pour les travailleuses et travailleurs des plateformes électroniques. Il se base sur des enquêtes et des entretiens menés avec quelque 12 000 personnes, employées ou représentantes de 85 entreprises évoluant dans divers secteurs à travers le monde. Deux types de plateformes sont examinés : les portails numériques sur lesquels le travail est exécuté en ligne et à distance ainsi que ceux basés sur la localisation, où les tâches sont effectuées dans un lieu spécifique (par les chauffeuses et chauffeurs de taxi notamment).

[www.ilo.org](http://www.ilo.org)

## « IL EST AFFLIGEANT DE CONSTATER QUE LE TRAVAIL DES ENFANTS AUGMENTE ET QUE LES DISCRIMINATIONS DE GENRE PERDURENT. »

Merten Sievers

Pour quelle raison ?

**Uma Rani :** Les portails en ligne renforcent la tendance à sous-traiter le travail à des personnes du Sud global, où la main-d'œuvre est bon marché et disponible 24 heures sur 24. Selon notre rapport, la demande de travail sur l'une des plus grandes plateformes numériques provient principalement de ces pays : Australie, Canada, Allemagne, Nouvelle-Zélande, Angleterre et États-Unis. Alors que le travail est en grande partie exécuté dans les pays en développement, notamment en Inde, qui représente près de 20 % du marché total, suivie des Philippines.

Monsieur Sievers, vous avez parlé du changement climatique comme d'un bouleversement pour le monde du travail. Pouvez-vous préciser ce point ?

**Merten Sievers :** Comme pour les plateformes de travail numériques, les personnes profitant du passage à une économie plus verte risquent de se trouver dans le Nord. La coopération au développement doit trouver des moyens



Ces jeunes garçons au Bangladesh empilent des briques. Le travail des enfants est reparti à la hausse dans le monde.

© Pavel Gospodinov/Loop Images/loif





pour que les pays du Sud global, qui ont généralement le moins contribué au réchauffement planétaire, puissent effectuer cette transition sans perdre d'emplois. On ne peut pas simplement aller en Tanzanie et interdire les pesticides aux petites agricultrices. Une économie verte doit être rentable, en particulier pour les familles rurales les plus pauvres. Les coûts de ce tournant doivent être supportés par le Nord global, qui est le principal responsable de l'état actuel du climat.

**Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont également une influence sur le travail décent. Quelle est la responsabilité de l'Occident à cet égard ?**

**Merten Sievers :** Il faut des règles demandant aux multinationales occidentales de respecter les droits fondamentaux sur le lieu de travail et de contrôler leurs chaînes d'approvisionnement. Tout en évitant de mettre les bons producteurs d'un côté et les mauvais de l'autre. Car certains font de leur mieux, mais ne disposent pas de l'environne-

ment commercial pour garantir tout ce que les consommatrices et consommateurs européens souhaitent. Il vaut mieux aider ces actrices et acteurs à établir les structures nécessaires. Sinon, ce sont à nouveau les pays et les entreprises les plus pauvres qui seront pénalisés. Cela ne peut pas être le but.

**Sommes-nous trop exigeants ?**

**Merten Sievers :** Nous devrions veiller à ce que cela ne conduise pas à une sorte de protectionnisme, dès lors qu'on impose des lois depuis le Nord. Sinon, on exclut des industries qui, en raison de leur localisation, ne sont peut-être pas encore en mesure de répondre à toutes les exigences des consommateurs et consommatrices du Nord global. C'est une épreuve pour la coopération au développement, et un débat important à mener. ■

---

**« IL FAUT DES RÈGLES DEMANDANT AUX MULTINATIONALES OCCIDENTALES DE RESPECTER LES DROITS FONDAMENTAUX SUR LE LIEU DE TRAVAIL ET DE CONTRÔLER LEURS CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT. »**

Merten Sievers

---





# DÉPASSER LES LIMITES DE LA FINANCE POUR SOUTENIR LA CROISSANCE

En Afrique, les petites et moyennes exploitations agricoles n'obtiennent pratiquement jamais de prêts bancaires. Via des incitations financières mixtes, le programme Aceli Africa soutient l'investissement privé dans le secteur agroalimentaire, favorisant l'inclusion des femmes et la création d'emplois. Une idée qui doit servir d'exemple sur tout le continent.

Texte : Luca Beti





Ces ouvriers chargent des œufs. En Ouganda, l'institut financier SME Impact Fund soutient des exploitations agricoles comme celle-ci en leur accordant des prêts.

© Aceli Africa



Quoi de plus frustrant que de monter des projets si l'on ne peut ensuite les réaliser. Zidadu Waziri, agriculteur et négociant en riz de Tanzanie, en a fait l'expérience. «Les banques n'ont aucun intérêt à investir dans les petites exploitations comme la mienne, donc elles n'accordent pas de crédit, sauf à des taux d'intérêt exorbitants», explique-t-il. En Afrique, Zidadu Waziri appartient à ce que l'on appelle le «missing middle», soit la catégorie des entreprises et des coopératives du secteur agroalimentaire qui sont trop grandes pour la microfinance, mais trop petites pour intéresser les banques commerciales.

### Quelque 600 millions de dollars sur cinq ans

«Les petites et moyennes exploitations agricoles sont fondamentales: elles renforcent la résilience climatique, créent des revenus et des emplois, et sortent les petits agriculteurs et les travailleurs peu qualifiés, en particulier les femmes et les jeunes, de la pauvreté», souligne Eddah Nang'ole, responsable de l'impact et de l'apprentissage chez Aceli Africa. L'initiative soutenue par la DDC s'appuie sur des instruments financiers mixtes, tels que des garanties, des bonus d'impact et une assistance technique afin que les banques débloquent des financements pour le secteur.

Objectifs: mobiliser 600 millions de dollars de capitaux privés pour les PME agricoles d'ici à 2025 et ainsi augmenter les moyens de subsistance d'un million de familles paysannes et de personnes défavorisées vivant dans les zones rurales kényanes, rwandaises, tanzaniennes et ougandaises. «Par exemple, si une coopérative dispose de l'argent nécessaire pour acheter les produits de 300 petits agriculteurs et agricultrices, cela aura un impact immédiat sur leurs moyens de subsistance, en améliorant la sécurité alimentaire, les prix et l'accès aux marchés», relève Eddah Nang'ole.

En Afrique de l'Est, 65% de la population travaillent dans l'agriculture. Bien que

générant 25% du produit intérieur brut national, ce secteur n'est guère soutenu par les établissements de crédit. Il y a plusieurs raisons à cela: les risques pour les banques s'avèrent deux fois plus élevés à cause du changement climatique ou de la volatilité des prix des produits agricoles, les prêts rapportent en moyenne 4 à 5% de moins et les coûts sont majorés compte tenu des difficultés à servir la clientèle dans les régions rurales éloignées.

### Promouvoir le développement et l'emploi

De septembre 2020 à fin décembre 2021, Aceli Africa a favorisé 281 prêts pour un montant total de 34 millions de dollars. Parmi les établissements ayant accordé des prêts aux PME agricoles figure l'institut financier tanzanien SME Impact Fund. «En couvrant une partie des coûts opérationnels et en partageant les risques, les incitations financières d'Aceli Africa nous ont permis d'octroyer des crédits à de nouveaux clientes et clients», souligne son directeur Allert Mentink. Ces derniers appartiennent au «missing middle», ces petites et moyennes exploitations qui ont besoin de prêts s'échelonnant entre 25000 et 50000 dollars. Telle la société de Zidadu Waziri: «Le prêt m'a permis d'acheter plus de riz auprès des petites productions», note le commerçant.

Opportunity Bank participe également à l'initiative d'Aceli Africa. Ariho Elly, un entrepreneur qui élève du bétail et cultive des bananes ainsi que du café dans le sud de l'Ouganda, a obtenu un prêt. «Grâce à ce crédit, j'ai acheté plus de bétail et augmenté la production de mes plantations, déclare l'agriculteur. L'accès aux financements à des taux d'intérêt favorables a amélioré mes revenus et m'a permis d'embaucher plus de main-d'œuvre, notamment des jeunes et des femmes.»

Omara Jummy a, lui aussi, bénéficié d'un crédit d'Opportunity Bank. Son entreprise est située le long de la route



menant à la ville de Kitgum, dans le nord de l'Ouganda. Komar Ngetta African Millers produit de l'huile et emploie près de 70 collaboratrices et collaborateurs. Les crédits, accordés dans

un court laps de temps, lui ont permis d'acheter des graines de tournesol, de soja et de coton lorsque le prix était favorable. «J'ai également acheté une machine de raffinage qui a amélioré la qua-

lité de l'huile», précise Omara Jummy, plus que ravi.

## Un modèle à reproduire sur tout le continent

Le programme Aceli Africa s'achèvera à la fin 2025. C'est pourquoi il est nécessaire de créer un écosystème financier régional pouvant répondre aux demandes de crédit de ce secteur clé pour atteindre les Objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU. «Grâce à nos succès, nous voulons convaincre les gouvernements et les banques de reproduire notre idée de promotion entrepreneuriale dans le secteur agroalimentaire», affirme Edidah Nang'ole.

L'objectif ultime est de promouvoir un changement systémique, d'abord dans les quatre pays d'Afrique de l'Est, puis sur l'ensemble du continent. Entre-temps, grâce à Aceli Africa, le producteur de café et de bananes ougandais Ariho Elly et le négociant en riz tanzanien Zidadu Waziri font déjà des projets d'avenir. Ariho Elly souhaite développer dans cinq ans un canal de distribution couvrant une grande partie de son pays, tandis que Zidadu Waziri veut acheter des machines pour décortiquer et nettoyer le riz, renforçant ainsi la chaîne de production. Des projets qui profiteront aux familles paysannes. ■

<https://aceliafrica.org>



Des femmes trient des grains de café. Le programme Aceli Africa soutient, au Rwanda notamment, les petites et moyennes entreprises. Il aide en particulier les femmes et les jeunes.

© Aceli Africa



# DES MILLIERS D'EMPLOIS POUR LA JEUNESSE KOSOVARE

Au Kosovo, la moitié des jeunes sont au chômage. Pour améliorer leurs perspectives d'emploi, ont été développées des formations non formelles, correspondant aux besoins de l'économie, des centres d'orientation professionnelle et des portails en ligne.

Texte: Zélie Schaller

«Les sessions de formation, organisées par le centre d'orientation professionnelle, m'ont aidé à préparer mon CV et à trouver un emploi. Actuellement, je travaille chez Comodita [magasin de meubles]. J'ai également appris à collaborer en équipe, une compétence nécessaire tant au travail que dans la vie.» Ylli Derri, étudiant dans une école professionnelle à Gjakovë, au Kosovo, a bénéficié du projet «Promouvoir l'emploi des jeunes» soutenu par la DDC et

mis en œuvre par l'ONG suisse Helvetas ainsi que l'organisation locale MDA.

Au Kosovo, quelque 55% de la population a moins de 30 ans. Or, la jeune république est encore loin de saisir cette opportunité. L'économie se révèle fragile. Elle a été, de surcroît, fortement touchée l'année dernière par la crise du Covid-19. Le marché du travail s'avère, en outre, miné par le népotisme. Ce sont les jeunes, en particulier, qui pâtissent

de cette situation. Le taux de chômage des 15-24 ans est élevé, atteignant près de 50%. N'entrevoiant aucune perspective d'avenir dans leur pays, beaucoup émigrent. Plus d'un cinquième de la population vit à l'étranger.

Une formation au commerce de détail pour de meilleures perspectives. Au Kosovo, le taux de chômage des jeunes atteint près de 50%.

© Retail Association of Kosovo





Pour aider les 18 à 35 ans dans leur recherche d'emploi, le projet «Promouvoir l'emploi des jeunes» améliore l'information, l'orientation professionnelle, la formation et le placement. L'accès à l'information sur les possibilités de formation et d'emploi constitue un problème, en particulier chez les groupes non majoritaires, tels que les Serbes, Bosniaques et les Roms, qui ne parlent pas l'albanais. Pour remédier à cette situation, une collaboration a été établie avec Media Center, média indépendant en langue serbe bien connu au Kosovo.

«Media Center a fait la promotion de postes via une émission de télévision diffusée deux fois par mois, au cours de laquelle de jeunes chômeuses et chômeurs de différentes communautés ainsi que des entreprises ont été interviewés», indique Albina Berisha, responsable du projet. L'information a dès lors pu circuler.

#### SOUTIEN AUX GROUPES MARGINALISÉS

Le projet a soutenu des initiatives pilotes ciblant l'emploi des groupes marginalisés, à savoir les populations rom, ashkali et égyptienne. Deux organisations ont dispensé une formation initiale sur la sécurité au travail dans l'agriculture à plus de 1000 personnes issues de ces communautés et placé environ 500 d'entre elles dans des emplois informels et saisonniers de ce secteur. Les femmes ont, pour leur part, vu leurs compétences renforcées. Dans le commerce de détail, des formations avancées leur ont été proposées pour augmenter leurs chances d'accéder à des postes plus élevés. Dans la boulangerie et pâtisserie, elles ont été plus de 700 en moins de deux ans à suivre de nouveaux modules de formation.

S'agissant de l'orientation professionnelle, le projet a permis le développement de centres spécialisés dans les écoles. Favorisant la transition entre le monde scolaire et celui du travail, ces centres aident les jeunes à faire des choix de carrière éclairés. Ylli Derri a ainsi pu trouver sa voie: «Le coordinateur du centre d'orientation professionnelle m'a dirigé vers le graphisme, car j'ai un talent pour la peinture. Je vais étudier le graphisme à l'université», se réjouit-il.

#### Stages en entreprise

«Ce modèle, financé par l'État, se répand désormais dans tout le pays, précise Albina Berisha. Le gouvernement souhaite établir des partenariats public-privé et le projet soutient ce processus.» Aussi, les centres d'orientation professionnelle organisent, en collaboration avec les entreprises, des stages à la suite desquels de nombreux étudiantes et étudiants se voient proposer un emploi. «En tant que membre de la communauté des affaires, il est dans notre intérêt de travailler en étroite collaboration avec les centres d'orientation professionnelle et de mettre en place des stages au cours des études, car les jeunes sont nos futurs employés. De cette façon, nous investissons indirectement dans nos entreprises», déclare Bledar Krasniqi, entrepreneur à Malisheva, ville située au centre du pays.

Outre les centres d'orientation professionnelle, le projet renforce les structures de formation professionnelle non formelle. Celles-ci proposent des solutions à court terme d'une semaine à six mois que n'offre pas le système d'éducation. Il peut s'agir d'un apprentissage raccourci ou d'un cours. Des nouveaux modules sont développés selon les besoins et la demande du secteur privé. Jusqu'ici, plus de 80 cursus ont été élaborés. Ils concernent des secteurs clés: technologies de l'information et de la communication, transformation du bois, restauration, métallurgie et commerce de détail notamment. «Ce sont

des domaines de l'économie qui sont en croissance et ont le potentiel de créer des emplois. Les centres de formation et les entreprises aident les jeunes en recherche d'emploi à acquérir un mélange de compétences techniques et interpersonnelles adaptées au travail», précise Albina Berisha.

La jeune Anida Basha a suivi une telle formation, en design graphique. Au terme de celle-ci, elle peut «identifier chaque étape du processus de conception, comprendre l'importance des techniques et de la créativité, et comment les mettre en œuvre dans un projet. Dès à présent, je suis plus confiante que jamais pour entrer sur le marché du travail avec les nouvelles compétences que j'ai développées grâce au cursus United Pixels», se félicite-t-elle.

#### Portails emploi en ligne

Autre volet du projet: le placement. Pour améliorer ce dernier, des agences de recrutement, des chasseurs de têtes et des agences d'intérim ont été mandatés. Deux portails d'emploi ont été, de plus, développés pour que les annonces soient publiées sur Internet. «Parfois, les entreprises affichaient leurs offres sur leur vitrine ou ne les diffusaient pas du tout. Seul le bouche-à-oreille prévalait», explique Albina Berisha.

La demande des sociétés est désormais plus visible, le système de formation davantage axé sur les exigences du marché et les services visant à rapprocher les jeunes et les entreprises améliorés. Résultat: plus de 10000 Kosovares et Kosovars ont pu décrocher un emploi correspondant à leur profil. ■



Sur le terrain avec...

## KATRIN OCHSENBEIN

CONSEILLÈRE RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
INCLUSIF DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

J'habite à Pristina depuis plus de trois ans et demi et me suis attachée au pays, à sa population. La vie au Kosovo est agréable. Je suis logée dans une belle maison, la cuisine des Balkans est excellente et, pendant mes loisirs, j'explore le pays sous toutes ses coutures. Mon travail est passionnant et implique, entre autres, le suivi pour la Suisse du dossier Économie et emploi au Kosovo.

Pour les gens d'ici, un poste aussi intéressant est une denrée rare. Les chiffres



officiels sont éloquent: au premier trimestre 2021, moins de la moitié de la population active participait au marché du travail ; le taux de chômage s'élevait à 25,8% et même à 48,6% chez les jeunes. La plupart du temps, les employés sont des hommes avec, pour plus de la moitié, un contrat à durée déterminée.

Que perçoit-on de cette réalité au quotidien? Le Kosovo est dynamique, jeune, tourné vers l'Europe. Le taux de chômage élevé n'est pas forcément visible de prime abord. Un examen plus attentif permet néanmoins de détecter les signes d'un marché du travail dysfonctionnel. Je suis toujours frappée notamment par le nombre d'employés désœuvrés dans les supermarchés. Les cafés ne désemplissent pas, quelle que soit l'heure, et le plombier est généralement disponible quand vous avez besoin de lui. La protection du personnel laisse aussi à désirer: sur les chantiers, par exemple, le port du casque semble être facultatif.

Si j'interroge des jeunes de la classe inférieure, comme les enfants de ma femme de ménage, ils répondent que trouver un travail ne constitue pas un problème. La difficulté, visiblement, est de décrocher un emploi bien rémunéré et de le garder. Leur préférence va d'ailleurs au secteur public, notamment en raison d'un salaire moyen nettement plus élevé.

Pour améliorer la situation, la Suisse privilégie depuis de nombreuses années une approche multiple. Nous renforçons, d'une part, la formation des personnes salariées via des programmes de développement de compétences et, d'autre part, stimulons, dans le secteur privé, la demande de main-d'œuvre disposant d'un bagage solide. Nous offrons également un appui ciblé aux agences locales pour l'emploi. En tant que pays donateur, la Suisse peut réaliser avec de nombreuses organisations des projets qui correspondent aux réalités du lieu.

Après ces trois ans et demi passés dans les Balkans occidentaux, mon sentiment est que le succès de nos projets dépend étroitement de la volonté de l'État de se réformer. Il nous faut revoir les mesures inappropriées et créer des conditions favorables à une croissance durable du secteur privé local pour que le pays soit préparé aux défis à venir. C'est à ce prix seulement que nos instruments auront des effets tangibles et que nous contribuerons à la création d'emplois décents. Un dialogue avec les directions d'entreprise, le personnel et le gouvernement est indispensable pour tirer profit d'opportunités telles que le numérique. Au bout du compte, ce sont les actrices et acteurs locaux qui créent les postes sur place. ■



# INVESTIR MALGRÉ LES DIFFICULTÉS

La Société financière de développement établie par la Suisse soutient la croissance des entreprises dans les pays du Sud. Dorénavant, l'institution met davantage l'accent sur les États les plus fragiles.

(sam) Toits solaires en Afrique du Sud, fromage à pâte molle en Tunisie ou plantation d'ananas au Costa Rica: depuis une quinzaine d'années, la Société financière de développement (Sifem) établie par la Suisse soutient des projets dans les pays du Sud. Objectifs: créer ou maintenir des emplois et favoriser le développement durable. Cela complète la coopération au développement classique de la Confédération. Sifem fournit un soutien financier aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux sociétés à forte croissance, renforçant ainsi le secteur privé.

Les résultats sont remarquables: Sifem et ses partenaires indiquent avoir créé ou maintenu plus de 900 000 emplois dans le monde depuis 2005. Simon Denoth, responsable des affaires publiques chez Sifem, précise: «Ce sont des postes de travail qui ont été créés ou maintenus indirectement et directement par tous les investisseurs et investisseuses impliqués.» Sifem génère quelque 15 000 emplois chaque année.

## Premier partenariat de garantie au Népal

L'institution intervient, d'une part, via des fonds de capital-investissement qui acquièrent des participations dans des entreprises. C'est le cas de la société photovoltaïque sud-africaine SolarAfrica, dans laquelle Sifem investit à travers un fonds pour l'énergie propre. D'autre part, Sifem agit en tant que prêteur direct en accordant des crédits à long terme à des établissements financiers qui, à leur tour, octroieront des crédits aux entreprises locales. La clientèle a ainsi l'avantage d'un remboursement plus flexible. Un exemple récent est le partenariat avec la NMB Bank Limited

au Népal, que Sifem soutient par un prêt de 12 millions de dollars. Cet investissement doit rendre les crédits accessibles en région rurale, pour acheter de nouvelles machines ou embaucher du personnel notamment.

Ce partenariat est le premier à être couvert par une garantie de la DDC. Ainsi, si la banque népalaise ne parvenait pas à rembourser le prêt comme prévu, la coopération suisse prendrait en charge jusqu'à 30% de l'investissement réalisé par Sifem.

## Soutenir les pays à faible revenu

La Confédération a décidé que, d'ici à 2024, Sifem devrait investir au moins 12% de son portefeuille dans les pays les moins avancés (PMA), dont le Népal fait partie. La plupart des États à faible revenu dans des contextes fragiles se trouvent en Afrique. Dans ces pays vulnérables face aux crises, les investissements sont considérés comme coûteux et risqués, alors que débouchés, sécurité juridique, transparence et structures administratives efficaces font défaut.

De plus, il est difficile de trouver des partenaires locaux. «Dans de nombreux PMA, l'emploi informel représente entre 80 et 95% des jobs, explique Simon Denoth. Tandis que notre tâche est d'investir de manière rentable dans l'économie formelle.» L'instrument de la garantie accordée par la DDC est ainsi une piste pour augmenter la part des investissements dans les PMA.

Sifem, qui est supervisé par le Secrétariat d'État à l'économie, oriente ses investissements selon la Stratégie de coopération internationale 2021-2024 définie par la Suisse et l'Agenda 2030

pour le développement durable. Dans la recherche de nouveaux partenaires, l'accent est mis sur «une croissance économique durable, l'ouverture de nouveaux marchés et la création d'emplois décents». Le but est aussi de favoriser l'égalité des sexes et de respecter les objectifs climatiques internationaux. Au moins 25% des nouveaux investissements doivent être consacrés à la protection du climat.

## Stratégie de genre ambitieuse

Simon Denoth reconnaît qu'il n'est guère possible de respecter tous les objectifs dans chaque projet: «Les investissements ne contribuent pas toujours à atténuer le changement climatique, tout en faisant avancer l'égalité et en créant une multitude d'emplois.» Ainsi, les projets d'énergies renouvelables génèrent souvent moins d'emplois directs que le soutien à une entreprise de production à forte intensité de main-d'œuvre.

Les micro-entrepreneuses et -entrepreneurs, comme la propriétaire de cette boutique en Indonésie, doivent avoir accès à des crédits.

© Sifem/Amartha







Selon l'expert de Sifem, la question centrale est la suivante: «Est-il possible que l'entreprise atteigne ses objectifs clés au cours des prochaines années et se modernise?» Le potentiel des sociétés de financement du développement

comme Sifem est ainsi de renforcer la durabilité du secteur privé dans les pays en développement et émergents, grâce à des partenariats à long terme. ■

[www.sifem.ch/fr](http://www.sifem.ch/fr)

En Afrique du Sud, l'investissement dans un fonds a permis de créer des emplois dans l'entreprise de télécommunications Vumatel notamment.

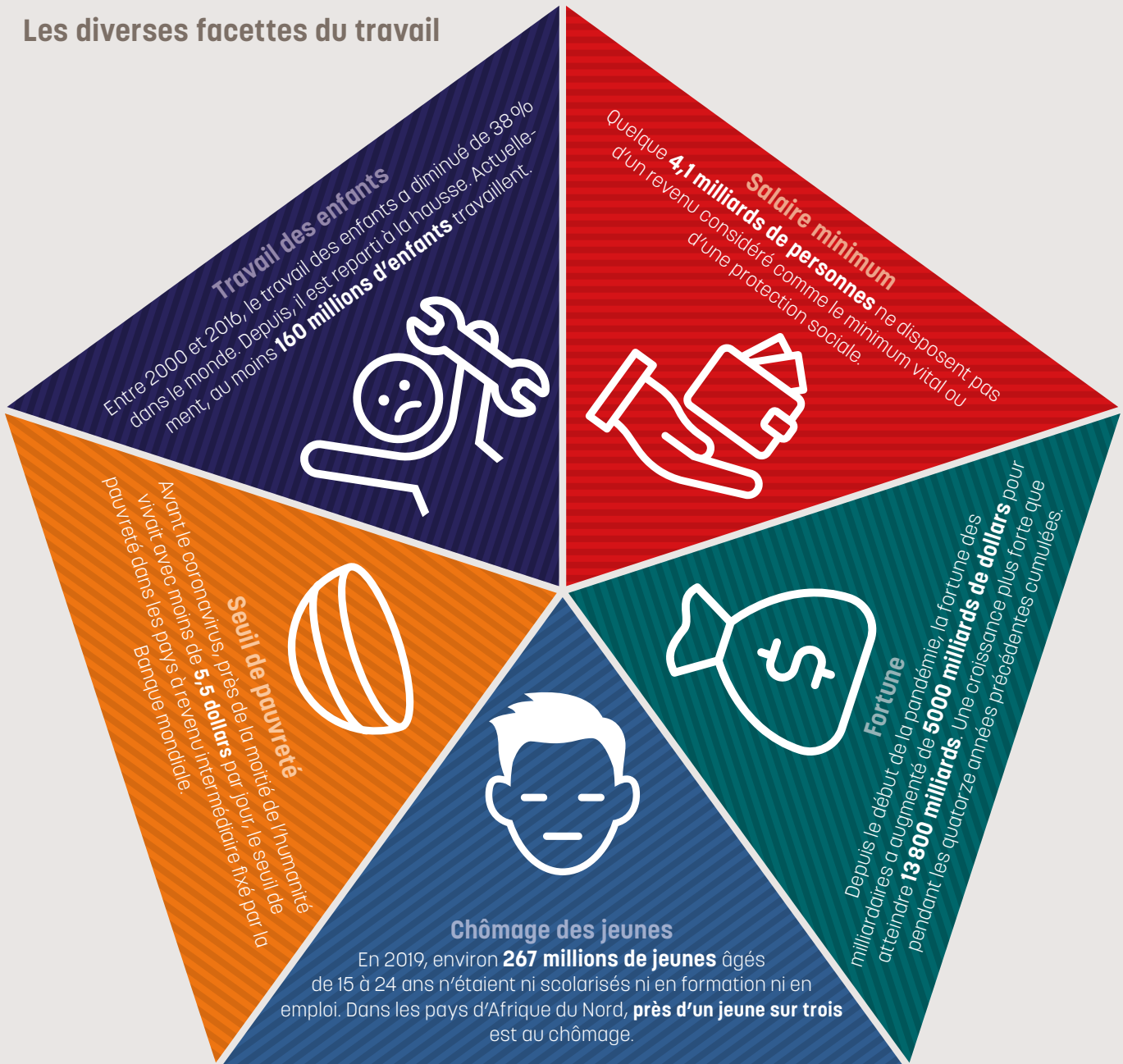
© Sifem





# FAITS ET CHIFFRES

## Les diverses facettes du travail



### Sources et liens

#### Protection sociale

Rapport mondial sur la protection sociale 2020-22. Le rapport de l'OIT donne un aperçu global de l'état des systèmes de protection sociale.

[www.ilo.org](http://www.ilo.org) (recherche: OIT, rapport mondial sur la protection sociale)

#### Économie informelle

Dans son rapport *Femmes et hommes dans l'économie informelle. Un panorama statistique*, l'OIT produit des estimations sur l'ampleur de l'économie informelle à partir des statistiques de plus d'une centaine de pays.

[www.ilo.org](http://www.ilo.org) (recherche: OIT, économie informelle, publications)

#### Les jeunes et l'emploi

Le rapport de l'OIT *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020* est consacré aux jeunes non scolarisés, sans emploi ni formation.

[www.ilo.org](http://www.ilo.org)

#### Travail des enfants

Dans leur rapport *Travail des enfants - Estimations mondiales 2020, tendances et le chemin à suivre*, l'Unicef et l'OIT dénoncent le fait que, pour la première fois en vingt ans, les progrès vers l'élimination du travail des enfants sont au point mort.

[www.unicef.org/fr](http://www.unicef.org/fr) (recherche: Unicef, travail des enfants dans le monde)

#### Travail de soin non rémunéré

Rapport d'Oxfam sur le travail de soin non rémunéré des femmes et des filles.

[www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr) (recherche: travail, soin)







# UNE CULTURE DE DÉBAT ORIENTÉE VERS DES SOLUTIONS INCLUSIVES

Donner une voix aux jeunes, aux femmes et aux communautés marginalisées, mais surtout la faire entendre : tel est l'objectif du projet « Debating our Destiny » soutenu par la DDC dans le monde arabophone. Ainsi, ces personnes participent activement aux grandes discussions politiques et sociales qui les concernent.

Texte : Zélie Schaller

« Si nous quittons ce studio et marchons 100 mètres, si nous allons dans n'importe quelle épicerie locale ou stand de cigarettes, chacun, chacune d'entre nous peut acheter un paquet de feuilles à rouler. Qui fait entrer ces produits ? Et, surtout, qui les distribue dans les 35 000 magasins du pays ? Autre hypocrisie : celle qui consiste à arrêter des gens, à les jeter en prison pour consommation et à les relâcher pour qu'ils reviennent aussitôt pour la même raison », s'insurge Ghazi Mrabet, avocat et défenseur des droits humains. Le Tunisien participait à un débat dans son pays sur la nécessité de réformer la loi 52 contre les stupéfiants et la consommation de drogue.

Cette loi ne lutte pas contre la drogue, elle est utilisée pour réprimer, dénoncent les ONG. Votée en 1992 sous le régime de l'ancien dictateur Zine El-Abidine Ben Ali, elle est responsable d'un tiers des emprisonnements tu-

nisiens selon l'organisation Human Rights Watch. Elle touche en particulier les jeunes. Le 30 janvier 2021, trois hommes ont été condamnés à trente ans de prison pour avoir fumé un joint de cannabis dans un stade. Une décision de justice qui a suscité l'émoi et la colère parmi la population. Elle a été débattue un mois et demi plus tard, deux heures durant, par des jeunes, des activistes et des membres de la société civile, des spécialistes de la santé, des analystes ainsi que des universitaires. L'objectif était d'esquisser des solutions et modifications possibles de cette loi controversée.

C'est Munathara Initiative, soutenue par la DDC, qui a mis en place ce débat, nommé Townhall. Basée à Tunis, l'organisation promeut le débat et la liberté d'expression chez les jeunes, les femmes et les communautés marginalisées dans le monde arabophone pour que ces personnes jouent un rôle plus important dans l'élaboration active du discours politique, social, économique et culturel. Après le Printemps arabe en 2011, la culture du débat a connu un essor significatif dans la région. Les programmes télévisés dédiés aux discussions politiques et sociétales se sont multipliés, offrant un champ d'expression à la confrontation des points de

vue. Or, un grand nombre de ces émissions privilégie le sensationnalisme et la course aux audiences, au détriment des principes de déontologie journalistique.

## Des millions de vues

Le projet régional « Debating our Destiny » entend contribuer à l'émergence de leaders d'opinions issus des catégories jusqu'ici sous-représentées. Il est déployé en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Égypte, en Libye, au Liban, en Jordanie ainsi que dans les Territoires palestiniens. Le Townhall sur la loi 52 relative à la consommation des stupéfiants a été vu par plus de trois millions de personnes sur les réseaux sociaux en Tunisie et par plus de 200 000 au Maroc et en Algérie. D'autres débats ont eu lieu l'an passé sur les thèmes suivants : « Avons-nous besoin d'une nouvelle Constitution ? », « Immigration illégale, pourquoi ? » ou encore « Faut-il privatiser les institutions publiques ? »

Pour sélectionner les participantes et participants aux face-à-face télévisés, un concours en ligne est lancé avant chacune des émissions. « Les candidates et candidats sont invités à enregistrer, puis à télécharger, sur le site officiel de

L'émission informelle en ligne « Jeel Al Jay », animée par de jeunes journalistes, promeut la liberté d'expression des minorités.

© Initiative Munathara



Munathara Initiative, des discours en faveur ou contre la question soumise. Les vidéos ne doivent pas dépasser 99 secondes», détaille Belabbès Benkredda, fondateur et directeur de Munathara Initiative. Et d'ajouter: «Une attention particulière est accordée à la qualité du son et à la clarté des arguments.» Ensuite, le public et un jury votent: les deux personnes ayant obtenu le plus de voix sont invitées à participer aux débats en direct, modérés par des journalistes professionnels. Chacune dispose d'un temps de parole égal aux politiciennes et politiciens, précise Belabbès Benkredda.

### Ateliers débats

Des formatrices et formateurs de Munathara Initiative organisent, en outre, des ateliers débats dans des communautés marginalisées qui n'auraient pas accès aux concours en ligne. Les stagiaires apprennent à exprimer de manière

constructive leur opinion, à façonner le discours public et à respecter les avis divergents. «À la fin de chaque session, les jeunes qui souhaitent prendre part à l'une des émissions sont invités à enregistrer et à télécharger leur discours de 99 secondes», note Belabbès Benkredda.

Shedy Mimouna a pris part à un tel atelier, «une expérience riche et exceptionnelle» qui l'a profondément marqué. «J'ai acquis une grande confiance en moi qui m'a permis de franchir une nouvelle étape dans ma vie. Je suis devenu le président du bureau de l'association Moughairoun à Monastir [ville au centre-est de la Tunisie] au sein de laquelle j'étais auparavant un simple membre», relate le jeune homme. «J'appréhendais beaucoup mon passage à la télévision. Aujourd'hui, je fais partie de ce beau réseau des alumni de Munathara Initiative dans le cadre duquel j'ai pu nouer des amitiés et élargir mes connaissances. Cette expérience a changé ma vie», confie-t-il.

Pour attirer toujours plus de jeunes, Munathara Initiative mène également de vastes campagnes sur les réseaux sociaux. Une émission informelle en ligne, Jeel Al Jay, est proposée avant et après les débats. Elle est animée par de jeunes journalistes pour soutenir les talents émergents. ■

En participant au débat «Townhall», les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés jouent un rôle plus important dans le discours politique, social, économique et culturel de la Tunisie.

© Initiative Munathara





# L'OPEN SOURCE POUR LUTTER CONTRE LES INONDATIONS

En collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale, la DDC aide les pays du Sud à améliorer leur base de données hydrologiques. Elle mise sur une technologie open source abordable et des solutions novatrices développées par des universités locales.

Texte : Samuel Schlaefli

Inondations et sécheresses représentent près de 90% des catastrophes naturelles. Lesquelles sont essentiellement dues à un excès ou à un manque d'eau. En raison du réchauffement planétaire, les défis liés à l'eau s'aggravent, en particulier dans les pays d'Afrique et d'Asie. Ces derniers sont particulièrement vulnérables face aux conditions météorologiques extrêmes et doivent toujours davantage s'adapter aux changements climatiques. À cette fin, des données solides s'avèrent indispensables.

Or, selon la Banque mondiale, 66% des réseaux d'observation hydrométéorologiques des pays en développement sont en mauvais état, voire en ruine. « Dans bon nombre de ces États, l'hydrologie est un secteur oublié, explique Fabrice Fretz, du Programme global Eau de la DDC à Berne. Elle est souvent considérée comme un luxe qu'on ne peut se permettre. » Pourtant, l'eau est essentielle pour l'agriculture et de nombreux secteurs industriels d'un pays.

## Des idées pour résoudre des problèmes concrets

En 2017, la DDC et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont fondé le mécanisme mondial d'appui à l'hydro-métrie, l'HydroHub, pour améliorer les systèmes de surveillance des eaux sur le plan mondial. La structure aide finan-

cièrement les gouvernements, les autorités locales, les start-up et les scientifiques et leur propose des formations. Les « Innovation Calls » (appels à projets innovants) représentent un instrument important de l'HydroHub. Les universités sont invitées à développer des solutions techniques à des problèmes hydrologiques pratiques dans un lieu donné. Un comité de neuf spécialistes de l'hydrologie et de l'environnement sélectionne les idées les plus prometteuses. L'OMM exploite son vaste réseau pour mettre en place des partenariats de recherche prometteurs. « La DDC, elle, apporte son expertise concernant les besoins des populations locales », précise Fabrice Fetz. Les projets retenus sont soutenus à hauteur de 75 000 francs au maximum.

Trois projets ont été sélectionnés dans le cadre des « Innovation Calls » 2020. L'un d'eux concerne le développement d'un système sans contact pour surveiller le niveau des eaux dans la région de l'Himalaya indien. Il s'agit d'une collaboration entre l'Institut indien de technologie (IIT), l'Université de Birmingham et l'entreprise britannique Riverlabs. Dans les montagnes accidentées de l'Himalaya, collecter des données hydrologiques se révèle compliqué. Les volumes d'eau varient énormément, les sédiments s'amoncellent continuellement et l'eau est souvent trouble, ce qui rend les mesures difficiles. En outre,

la pose de capteurs dans les endroits exposés est souvent dangereuse. Des systèmes de mesure automatisés seraient donc idéaux, mais ils n'étaient jusqu'ici que peu fiables. L'équipe de projet a constaté que la technologie LiDAR, qui

---

### LE SYSTÈME D'OBSERVATION HYDROLOGIQUE DE L'OMM (WHOS)

Le système WHOS, qui fait partie du projet HydroHub de l'OMM, encourage l'échange de données hydrologiques entre États. Ce, pour établir la confiance entre les différentes organisations participantes, garantir la standardisation des données et améliorer la compréhension des systèmes hydrologiques importants ainsi que la simulation de scénarios futurs. De leur côté, les États ont accès à des données importantes leur permettant de s'adapter aux changements climatiques. Jusqu'à présent, trois prototypes WHOS ont été réalisés : les bénéficiaires sont la plaine de La Plata située près des Highlands du Brésil, la région Arctique et la République dominicaine, où les données hydro-météorologiques de diverses sources sont harmonisées. Dans une deuxième phase, le projet prévoit le développement d'un prototype pour le bassin du Mékong (essentiellement au Cambodge et au Laos).



permet de scanner l'environnement au moyen de rayons laser et de le reconstituer en trois dimensions, recelait un grand potentiel dans l'Himalaya.

## Développement des capacités locales

Les partenaires anglais du projet ont testé et calibré treize capteurs LiDAR hydrologiques. Parallèlement, les ingénieurs de l'IIT, en collaboration avec les autorités locales de la Central Water Commission (CWC), ont recherché des sites appropriés. Les anciens capteurs hydrologiques ont fourni des données secondaires pour établir des comparaisons. Grâce à des signaux radio, les cinq capteurs déjà installés transmettent en permanence des données à un serveur central, où elles sont visualisées via une interface programmée à cet effet. Cinquante collaboratrices et collaborateurs de la CWC ont été formés par des scientifiques lors d'ateliers. Ces personnes ont appris à installer et à calibrer les capteurs, puis à analyser les données.

Toutes les technologies utilisées ont été développées selon les principes de l'open source: n'étant pas protégées par des

brevets, elles sont libres d'utilisation. Cela doit permettre aux entreprises locales de produire elles-mêmes les capteurs. De plus, le logiciel peut être adapté à tout moment à de nouvelles exigences. «Par le passé, on importait souvent des capteurs et des systèmes coûteux et complexes que personne sur place ne pouvait réviser, faute de connaissances», relève Fabrice Fretz. C'est pourquoi, selon lui, un changement de paradigme vers des technologies bon marché et open source, qui sont désormais précises et fiables, a eu lieu ces dernières années.

## Renforcer les systèmes nationaux de surveillance

Dans le cadre de la deuxième édition des «Innovation Calls», des projets du Belize et de Tanzanie ont également été soutenus. Au Belize, des contrôles automatiques de la qualité des mesures des précipitations et du niveau des eaux seront effectués en recourant à l'intelligence artificielle. En Tanzanie, il est prévu de tester la détection sans contact du niveau changeant des eaux via des caméras vidéo.

Fabrice Fretz en est persuadé: de tels projets d'innovation offrent également la possibilité d'entrer en dialogue avec les services météorologiques et hydrologiques nationaux. L'HydroHub de l'OMM organise des rencontres au niveau ministériel pour convaincre les gouvernements de l'importance d'investir dans des systèmes de surveillance hydrologique en leur présentant des analyses coûts-bénéfices. Ainsi, les responsables du projet espèrent que ce «secteur oublié» trouve une place plus grande dans les politiques nationales et ne soit plus considéré comme un luxe coûteux. ■

Des scientifiques de l'Institut indien de technologie recherchent des sites appropriés pour mesurer le niveau et la turbidité de l'eau. Dans les montagnes accidentées de l'Himalaya, la collecte de données hydrologiques se révèle difficile.

© Institut indien de technologie





# DDC INTERNE

## TCHAD: PRÉVENIR LA VIOLENCE GRÂCE À LA RADIO

(ide) La région du lac Tchad, où les services de base et les perspectives économiques font défaut, est davantage fragilisée par les violences dont elle est le théâtre. Le manque d'accès à des informations fiables sur les questions sociales, politiques et sécuritaires expose les populations à des manipulations, notamment de la part des groupes armés. Offrir un espace de dialogue et des informations de qualité aux communautés, tout en formant des journalistes, tels sont les objectifs du projet « Appui à la radio Ndarason internationale (RNI) » soutenu par la Suisse. Touchant 7,5 millions d'auditrices et d'auditeurs au travers de ses émissions en langues locales, RNI leur permet d'interagir avec les leaders communautaires, administratifs, religieux et militaires, et de saisir ainsi les enjeux de la région avant de prendre des décisions.

**Durée du projet:** 2022-2024

**Volume:** 3,85 millions CHF

## NÉPAL: VERS LA TRANSITION NUMÉRIQUE DES ENTREPRISES

(bm) Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) népalaises ont souffert des répercussions de la pandémie de Covid-19. Pour accélérer la reprise, tout en promouvant une économie plus inclusive et résiliente, la Suisse a lancé un projet pilote en collaboration avec le Fonds d'équipement des Nations Unies. Il s'agit de préparer les MPME à la transformation numérique. Une assistance technique, ainsi que des subventions directes ou remboursables, sont proposées aux fournisseurs de technologie afin qu'ils puissent aider les MPME à accéder notamment aux places de marché en ligne et donc à augmenter leurs ventes. Un soutien

est également apporté aux fédérations et associations économiques pour moderniser leurs capacités, stratégies et services numériques.

**Durée du projet:** 2022-2023

**Volume:** 193 000 CHF

## GÉORGIE: REGISTRE DES ANIMAUX DE RENTE

(saani) Terre fertile, la Géorgie recèle un vaste potentiel agricole. Le secteur des animaux de rente comprend toutefois essentiellement des exploitations autosuffisantes, de petite taille, avec du bétail souvent tenu dans les pâturages communaux. De ce fait, les maladies infectieuses se propagent aisément, ce qui entraîne des pertes pour les familles paysannes. Depuis 2016, la Suisse aide les autorités géorgiennes à créer un registre numérique des animaux de rente, dont la mise en place devra être poursuivie. Grâce au « National Animal Identification and Traceability System », les autorités ont une vue d'ensemble du cheptel et peuvent contribuer à un meilleur suivi sanitaire.

**Durée du projet:** 2022-2025

**Volume:** 3,317 millions CHF

## AGRICULTURE: TRANSFORMATIONS AGRICOLES

(stcha) Dans les pays du Sud, les investissements privés dans une agriculture tenant compte des dimensions sociales et écologiques restent peu répandus. Au contraire, il n'est pas rare que les gouvernements cèdent de larges surfaces cultivables à des entreprises privées, lesquelles produisent des matières premières à destination du commerce international plutôt que des denrées alimentaires pour la population. Si la balance commerciale d'un pays peut s'en trouver améliorée,

le procédé ne favorise pas la durabilité des systèmes alimentaires. Ce qui fait défaut, ce sont des modèles éprouvés pour les gouvernements et les sociétés d'investissement, qui permettraient d'engager avec profit des fonds privés dans l'agriculture. Grâce au projet « Transformative Land Investment », la DDC entend promouvoir des modèles d'investissement innovants et efficaces dans ce secteur. Chapeauté par le Centre de recherche forestière internationale, un consortium de partenaires (gouvernements, entreprises privées, ONG, etc.) encourage le développement de tels modèles dans des pays comme le Mozambique, l'Éthiopie, le Ghana, le Laos et le Myanmar.

**Durée du projet:** 2022-2025

**Volume:** 8,95 millions CHF

## MACÉDOINE DU NORD: UN TRI INTELLIGENT

(ssani) La Macédoine du Nord souffre de ses déchets. Le littering et les décharges illégales y sont légion, aussi parce que les communes ne disposent pas de l'infrastructure nécessaire pour offrir à la population un système satisfaisant d'élimination des déchets. Davantage sensibilisés aux questions écologiques, les citoyennes et citoyens sont plus nombreux à réclamer la collecte de matières recyclables. Le projet « Smart Packaging Waste Management » soutient la principale société locale spécialisée dans le recyclage d'emballages, avec des automates délivrant des bons en échange du dépôt d'emballages réutilisables. Un système plus efficace encore grâce à la numérisation de l'infrastructure de tri, aux capteurs de niveau de remplissage des conteneurs et aux traceurs GPS des camions de ramassage.

**Durée du projet:** 2022-2024

**Volume:** 1 million CHF







# VILLES INTELLIGENTES CONTRE PROBLÈMES URBAINS ?

Avec les « smart cities », les groupes technologiques promettent des solutions aux défis que pose la croissance rapide des villes, y compris dans le Sud global. Mais est-il possible de résoudre les problèmes sociaux de l'urbanisation comme le chômage, la pauvreté et le manque d'accès au système de santé par des infrastructures « intelligentes », sans repenser l'inclusion et la participation ?

Texte : Samuel Schlaefli

Selon l'ONU, 68% de la population mondiale vivra en ville d'ici à 2050, soit environ 2,5 milliards de personnes de plus qu'aujourd'hui. Quelque 90% de cette progression concerne les villes d'Asie et d'Afrique, principalement en Inde, en Chine et au Nigeria. Lagos, la capitale nigériane, attire chaque année 600 000 nouveaux habitantes et habitants. Un exode rural que l'on observe actuellement en de nombreux endroits d'Afrique.

## Définitions variables

La plupart des villes sont dépassées par cet afflux. Avec pour conséquences le chômage, la pauvreté ainsi que des quartiers informels sans accès à l'eau potable, à la mobilité, à l'énergie et au système de santé. Si la ville était au-

paravant synonyme d'opportunités économiques et d'ascension sociale, les données socio-économiques de la Banque mondiale montrent que cela n'est plus véritablement le cas.

Face aux énormes défis urbains, la réponse serait la « smart city », considèrent divers gouvernements, groupes technologiques et sociétés de conseil. Or, la signification exacte du terme n'est pas claire. Une étude bibliographique de 2018 a identifié plus d'un millier d'indicateurs permettant de caractériser les « villes intelligentes ». Mais la plupart des définitions reposent sur une utilisation intensive des technologies de l'information et de la communication. Pour accroître l'efficacité des administrations et améliorer la qualité de vie de la population urbaine, il faudrait miser sur les capteurs, le « big data », les applications ainsi que l'Internet des objets. D'énormes quantités de données devraient ainsi servir à améliorer les transports publics, la distribution de l'eau, l'éclairage, le trafic routier, la consommation d'énergie et la gestion des déchets.

Les « smart cities » représentent un marché en plein essor. En janvier 2022,

la société d'études de marché Meticulous Research estimait que les dépenses pour les villes intelligentes pourraient atteindre 546 milliards de dollars d'ici à 2027. Les entreprises Cisco (États-Unis), Intel (États-Unis), Huawei Technologies (Chine), IBM (États-Unis), Bosch et Siemens (Allemagne) ont créé des départements dédiés aux projets « smart city ».

---

**« LE CONCEPT DE « SMART CITY » EST GÉNÉRALEMENT PROMU POUR LES CAPITALES, OÙ SE CONCENTRENT DE NOMBREUSES RESSOURCES ET OÙ VIT LA CLASSE MOYENNE ÉMERGENTE. »**

Jean-Claude Bolay

---

Les marchés en croissance sont identifiés non seulement en Europe ou aux États-Unis, où le concept a pris naissance, mais aussi en Afrique et en Asie.

Depuis 2017, le Maroc développe le projet « Tangier Tech City » dans la ville portuaire de Tanger, avec le soutien financier de la Chine : un investissement de dix milliards de dollars qui doit gé-

Dans le centre de la capitale éthiopienne Addis Abeba, des groupes de construction publics chinois construisent des immeubles, des stades et des extensions d'aéroports. © Samuel Schlaefli



La silhouette de Luanda, capitale de l'Angola, se transforme à un rythme effréné depuis plusieurs années.

© Joao Silva/NYTimes/Redux/laif

néer 100 000 emplois. En Inde, le gouvernement a lancé en 2015 une véritable offensive « smart city », en aidant une centaine de municipalités dans leur transformation en villes intelligentes et durables. Un programme appuyé par les agences de développement américaine, allemande et française ainsi que par la Banque mondiale, la Fondation Rockefeller et le groupe Tata.

## Quand les « big tech » gouvernent les villes

Pourtant, l'euphorie « smart city » ne fait pas l'unanimité. Dès 2015, Amy Glasmeier, professeure au Department of Urban Studies & Planning du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT), articule une critique de fond. Dans un article très remarqué, elle observe que les « smart cities » sont présentées à tort comme solution à des problèmes urbains réels. Selon elle, il s'agit essentiellement d'un battage médiatique alimenté par des groupes technologiques tels que Siemens, IBM, Cisco et Intel, espérant trouver de nouveaux débouchés et dégager des milliards de chiffre d'affaires. Les systèmes développés pourraient certes contribuer à résoudre des problèmes spécifiques dans les infrastructures existantes. Mais cela n'aurait que peu d'impact sur les défis réels de l'urbanisation, en particulier dans le Sud global, estime la scientifique.

Le « big data », les capteurs et les applications sont présentés comme des solutions aux problèmes sociaux, alors que des millions de personnes vivant dans les villes sont privées d'éléments



fondamentaux comme l'eau potable, la protection contre la criminalité ou l'accès garanti à la nourriture. Amy Glasmeier critique également le fait que les groupes technologiques deviennent des acteurs de l'urbanisme et s'ingèrent dans les affaires des collectivités, surpassant la plupart des administrations municipales concernant le savoir-faire technique.

## Quid des villes secondaires ?

Jean-Claude Bolay s'intéresse depuis plus de trente ans à l'urbanisation en Afrique et en Amérique latine. Ce sociologue et professeur à l'EPFL s'interroge, lui aussi, sur la pertinence d'un développement urbain axé sur la technologie, par rapport aux réalités que vivent les populations du Sud global. « Le concept de « smart city » est généralement promu pour les capitales, où se concentrent de nombreuses ressources et où vit la classe moyenne émergente, explique-t-il. Or, la plupart des gens ne vivent pas là, mais dans des villes plus

### RÉSEAU INTERNATIONAL DE VILLES INTELLIGENTES

Depuis 2019, l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) développe un réseau de « smart cities » pour favoriser l'échange d'expériences. Le réseau compte des villes allemandes, brésiliennes, indiennes, mexicaines et péruviennes. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent, dans le Sud global, accroître notamment l'efficacité des processus administratifs, la transparence et la participation, selon la GIZ. Laquelle reconnaît néanmoins les défis qui se posent : protection des données, autodétermination des communautés, accès universel à Internet et aux connaissances dans le domaine des TIC.



petites, secondaires, où les ressources sont généralement très limitées.»

Dans le cadre de ses recherches, Jean-Claude Bolay a visité Koudougou, la troisième ville du Burkina Faso, qui compte 160 000 habitantes et habitants: «Le bureau des trois urbanistes responsables avait été détruit par un incendie peu de temps auparavant. Ils n'avaient pas accès à Internet, travaillaient sur leurs propres ordinateurs et avec leurs téléphones portables privés, sans personnel ni budget. Voilà les réels défis auxquels sont confrontées de nombreuses villes en Afrique.»

Aujourd'hui, la recherche urbaine s'accorde à dire que l'inclusion et la participation de la population constituent des éléments au moins aussi importants que l'innovation technique. Jean-Claude Bolay cite trois critères pour les

villes intelligentes. Pour une gestion durable des villes, il faut des personnes disposant de compétences professionnelles et de savoir-faire. Les autorités doivent entretenir des échanges réguliers avec la population et associer celle-ci aux décisions. Enfin, la technologie pourrait contribuer à rendre l'administration plus efficace. Le chercheur en urbanisme perçoit là un grand potentiel, notamment dans l'utilisation très répandue des smartphones.

### Au centre, l'être humain

L'importance de l'inclusion et de la participation n'est pas encore suffisamment reconnue dans les concepts «smart city». Un constat partagé par une étude de l'OCDE publiée en 2020, qui analyse plus précisément les critères d'évaluation des «smart cities». «Placer

l'être humain au cœur des villes intelligentes signifie que les politiques doivent être élaborées avec la population tout au long du processus politique», conclut le rapport.

En 2020, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a lancé une offensive de transformation numérique des villes baptisée «People-Centered Smart Cities». Un titre qui semble élargir la perspective strictement technique défendue jusqu'ici. ■

Le modèle de la futuriste Palava City, en Inde, appelée la ville des opportunités.

© Subhash Sharma/Polaris/laif



Carte blanche

# LA SOUFFRANCE DE CELLES ET CEUX QUI RESTENT

Ce n'est un secret pour personne, quitter son pays contre son gré constitue une grande souffrance. L'exil évoque pour moi la feuille d'un arbre emportée par le vent. Sans racines, elle ne peut trouver l'eau nécessaire à sa survie. La personne qui s'en va prend avec elle son pays et quelques maigres effets qui l'empêchent à la fois de commencer une nouvelle existence et de rentrer chez elle. Elle reste comme en suspens. Cette douleur terrible, je la connais par des tiers et me sens solidaire à leur égard. Pourtant, nous pensons rarement à la



© Idef

**LUCERO MILLÁN** est directrice de théâtre, comédienne, conseillère artistique et sociologue. D'origine mexicaine, elle fonde en 1979 « El Teatro Justo Rufino Garay » à Managua, la capitale du Nicaragua. Plusieurs générations de comédiennes et comédiens y ont été formés depuis et sa troupe est aujourd'hui l'une des plus renommées d'Amérique centrale. Elle a accompagné ses tournées dans plus de 25 pays et reçu des distinctions internationales, dont le prix « Aztlán » du gouvernement mexicain pour ses efforts en faveur de la culture au Nicaragua. Lucero Millán a également dirigé des ateliers en tant que conseillère dans le domaine de la participation civique via le théâtre, en Colombie, aux États-Unis, en République dominicaine, au Costa Rica, au Honduras, en Espagne, au Guatemala, au Mexique et au Brésil.

souffrance de celles et ceux qui restent, qui peut être tout aussi grande, sinon plus forte encore.

Originnaire du Mexique, je suis arrivée au Nicaragua en 1979, à 19 ans à peine, peu après la révolution sandiniste. J'étais en quête de l'utopie née de l'admiration pour le peuple nicaraguayen, qui avait su renverser les Somoza après cinquante ans de dictature. Deux mois après mon arrivée, je lançais le projet que je mène aujourd'hui encore, « El Teatro Justo Rufino Garay ». Je me suis engagée en faveur de la révolution et de la formation de jeunes comédiennes et comédiens tout aussi passionnés que disciplinés. Nous avons fondé une école de théâtre, le premier théâtre indépendant doté d'un programme fixe ainsi qu'une troupe professionnelle. Et nous avons initié différents projets sociaux.

Lorsque je suis arrivée ici, j'ai découvert un peuple amical, heureux, débordant d'énergie, dans un pays très vert avec une quantité incalculable de volcans, mais aussi son bien le plus précieux : l'espoir. Cette révolution, suivie avec enthousiasme depuis l'étranger, était l'œuvre de la jeunesse. Ces jeunes gens, avec leur volonté de faire avancer le pays, m'ont été un ancrage pendant ces quarante-deux années de travail. Le théâtre est devenu pour moi le projet de toute une vie.

Le contexte dans lequel nous évoluons a beaucoup changé. Aux années 1980 et à leur esprit révolutionnaire ont succédé seize ans de néolibéralisme ainsi que le retour, en 2007, de Daniel Ortega, qui est depuis à la tête du pays. Pendant chacune de ces périodes, j'ai vu partir beaucoup de jeunes et de nombreuses autres personnes qui m'étaient chères. Chacun de ces départs était pour moi une rup-

ture, quelque chose de l'ordre du vide. Chaque fois, j'ai dû me relever pour recharger les batteries et continuer à faire du théâtre.

Lorsque la guerre des contre-révolutionnaires a éclaté dans les années 1980, les denrées alimentaires sont devenues rares. De nombreux jeunes ont fui, redoutant d'être mobilisés de force. J'ai remplacé les personnes absentes. Pendant les années qui ont suivi la révolution, la période dite néolibérale, l'exode s'est poursuivi, notamment pour des raisons économiques. Depuis la crise de 2018 et après la pandémie de Covid-19, quelque 100 000 jeunes ont quitté le Nicaragua, pour des motifs politiques, mais aussi faute d'emplois et, bien souvent, de possibilités de se former.

Ces chiffres sont considérables pour un pays qui ne compte que six millions d'habitantes et d'habitants. Pendant toutes ces années, je n'ai cessé de former des jeunes, avec joie, dans l'espoir que certains d'entre eux se consacraient au théâtre et resteraient ici. Si la misère frappe à leur porte, comment leur en vouloir.

Voir le Nicaragua perdre sa plus grande richesse, les gens qui le peuplent, constitue une grande tristesse. Tout le monde part ou est sur le point de partir et je me dis : pourquoi rester ici, alors que j'aurais les moyens de m'en aller ? Eh bien, peut-être parce qu'il est important de planter des arbres pour que toutes ces feuilles emportées par le vent trouvent un jour le repos, quand l'espoir sera revenu, sur des arbres enracinés, qui offrent un abri, un peu d'ombre. Alors, je pourrai partir, moi aussi. ■



# OUVRIR LES PORTES DU MARCHÉ CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL

Lkhagvadulam Purev-Ochir tournera son premier long-métrage cet automne. Si la réalisatrice mongole peut réaliser son projet créatif, c'est aussi grâce au soutien d'Open Doors. Depuis vingt ans, en collaboration avec la DDC, l'initiative du Festival du film de Locarno renforce le cinéma indépendant dans les pays de l'Est et du Sud.

Texte: Luca Beti



La réalisatrice mongole Lkhagvadulam Purev-Ochir (au centre), lors d'un tournage dans son pays.

© ldd

«C'est un sentiment formidable de savoir qu'en septembre je commencerai à tourner mon premier long-métrage. J'y travaille depuis cinq ans», explique Lkhagvadulam (alias Dulmaa) Purev-Ochir. La jeune réalisatrice mongole

nous raconte son histoire depuis une ville voisine de Lisbonne. Née en 1989 à Ulan Bator, la capitale de la Mongolie, Dulmaa a toujours voulu être cinéaste. «Depuis mes 20 ans, on attendait de moi que je me marie, que j'aie des en-



## VINGT ANS D'OPEN DOORS

Open Doors a été lancé en 2003 par le Festival du film de Locarno, en collaboration avec la DDC. Plus de 700 cinéastes et 250 projets de films provenant de plus de 60 pays ont été sélectionnés en vingt ans. Aujourd'hui, Open Doors est l'une des pierres angulaires du festival. La section se veut un laboratoire pour expérimenter de nouvelles formes de soutien au cinéma, briser les frontières culturelles, découvrir de nouveaux talents, réaliser et présenter des films. Open Doors crée un espace de rencontre et de collaboration pendant le Festival du film de Locarno et s'engage 365 jours par an pour la liberté artistique, la diversité, l'inclusion, le renouveau et l'avenir du cinéma indépendant. Cette initiative offre également un forum de réflexion sur les nouvelles possibilités de distribution. Dans des zones géographiques, définies tous les trois ans, elle encourage les formes authentiques d'expression artistique. Au cours de la période 2022-2024, Open Doors braquera les projecteurs sur une sélection de pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

[www.locarnofestival.ch](http://www.locarnofestival.ch)

Après le tournage d'un court-métrage à succès, Dulmaa tournera cet automne en Mongolie son premier long-métrage, *Zé*. © ldd

fants, un emploi sûr et un appartement. Mais je voulais faire du cinéma.»

Dulmaa s'entête. Son diplôme de réalisatrice en poche (2012), elle enseigne à l'École mongole de cinéma, de radio et de télévision ainsi qu'à l'Institut du cinéma. En 2018, elle obtient un master en scénarisation de l'école KinoEyes. Elle est actuellement doctorante à l'Université Lusófona de Lisbonne et vient de devenir mère. La vie ne lui a pourtant pas toujours souri. Tout au long de son parcours créatif, elle a dû surmonter divers obstacles.

### «L'argent ne fait pas vivre un film»

*Zé*, son premier projet de long-métrage, a pris forme dans le cadre de la section Open Doors du Festival du film de Locarno. Cette initiative, lancée en 2003 en collaboration avec la DDC, promeut la création cinématographique dans les

pays du Sud et de l'Est (voir encadré). Le programme se concentre pendant trois ans sur une région. Une période durant laquelle l'échange, la rencontre et le partage d'expériences entre producteurs et productrices ainsi que réalisateurs et réalisatrices travaillant dans le même contexte sont encouragés. L'un des objectifs d'Open Doors est de créer un environnement propice aux rencontres culturelles et à la coopération artistique sur le plan international. Ce qui permet de contribuer au développement durable des sociétés, le cinéma se nourrissant des expériences et des histoires humaines.

Pour la période 2019-2021, le choix d'Open Doors s'est porté sur les pays d'Asie du Sud-Est et la Mongolie. Dulmaa décide de déposer sa candidature avec son scénario pour participer à l'Open Doors Hub, une plateforme de coproduction internationale qui sélectionne les projets prêts à passer au stade du financement. «Je pensais que cela me suffisait





pour trouver l'argent nécessaire à la réalisation de mon long-métrage», se souvient la réalisatrice. Mais les responsables lui disent que son projet n'est pas encore mûr pour affronter la pression et la concurrence internationale. «Ce n'est que plus tard que j'ai réalisé que l'argent ne fait pas vivre un film.»

Cependant, le jury reconnaît son talent artistique. Dulmaa est invitée à prendre part à l'Open Doors Lab, un programme de formation personnalisé au cours duquel les participantes et participants reçoivent les outils nécessaires au développement de leur idée. À l'été 2019, Dulmaa passe six jours à Locarno. Discussions de groupe, projections, consultations individuelles et opportunités de réseautage : elle plonge dans un univers cinématographique et culturel nouveau pour elle. «J'ai beaucoup appris des cinéastes d'Asie du Sud-Est, qui sont extrêmement tenaces, confie Dulmaa. Et puis Open Doors Lab est un programme ciblé. Tout le monde, producteurs et



productrices, bailleurs et bailleuses de fonds ainsi que mentors et mentores, a déjà travaillé dans la région d'où vous venez et peut donc vraiment vous aider.»

La plateforme de coproduction internationale «Open Doors Lab» du Festival du film de Locarno permet aux jeunes réalisatrices et réalisateurs de nouer de précieux contacts.

© Open Doors/Locarno







Des discussions de groupe et des projections doivent donner aux cinéastes les outils nécessaires pour qu'elles et ils puissent un jour présenter leurs films terminés devant le grand public sur la Piazza Grande de Locarno.

© Open Doors/Locarno

## Traditions et avenir

À Locarno, Dulmaa a rencontré deux producteurs, l'un mongol, l'autre français, qui ont cru en son projet. Pour enrichir son CV, on lui conseille de tourner un court-métrage, sorte d'avant-goût du film *Zé*. À l'été 2019, elle tourne *Mountain Cat* à Oulan-Bator en un mois et demi, œuvre inspirée par une expérience personnelle qu'elle a vécue à l'âge de 25 ans. «En 2014, je suis allée rendre visite à un chaman appelé Uranbold, raconte Dulmaa. Ce n'était pas nouveau pour moi, mais la rencontre m'a marquée, car, sous les robes et la coiffe d'Uranbold, a émergé un jeune homme de 21 ans, en jean et en T-shirt, couvert

de tatouages. Il s'est assis à côté de moi et a commencé à jouer à un jeu vidéo sur son téléphone portable.» La double identité du jeune homme est à l'image d'une Mongolie attachée à ses traditions et projetée dans le même temps vers l'avenir.

*Mountain Cat* a été sélectionné pour la compétition de courts-métrages au Festival de Cannes 2020. Il a été projeté au festival Sundance (États-Unis), à Toronto, à Turin, à Londres, à Busan (Corée du Sud) et à Tallinn (Estonie), entre autres. La même année, le projet de long-métrage est finalement sélectionné par Open Doors Hub et remporte la bourse Open Doors. «C'est la première fois que je recevais de l'argent pour mon projet», souligne la cinéaste mongole. Jusqu'à présent, elle a réussi à couvrir 60 à 70% des coûts de production, estimés à environ un demi-million d'euros.

«En septembre et en octobre, nous voulons commencer le tournage et le long-métrage devrait être terminé au printemps 2023», précise Dulmaa. Open Doors est également à ses côtés à ce moment clé du projet. «Lorsque j'aurai terminé le tournage, je demanderai des conseils pour le montage et la distribution, indique Dulmaa. Si je suis là où je suis aujourd'hui, c'est aussi grâce à Open Doors. ■





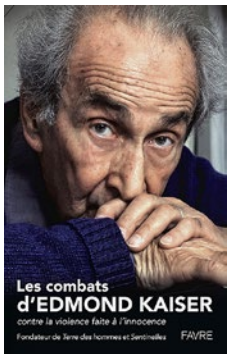


## À LA RENCONTRE DES SOCIÉTÉS MATRIARCALES

(zs) De la Bretagne à la Chine, des Comores au Mexique, la photoreporter Nadia Ferroukhi parcourt le monde à la rencontre des communautés au sein desquelles les femmes occupent une place plus importante que les hommes. À Bukittinggi, en Indonésie, vit la plus grande société matrilineaire: les Minangkabau observent l'adat, un code stipulant que la terre et les biens matériels se transmettent de mère en fille. Les clichés de Nadia Ferroukhi nous embarquent également dans l'intimité des Zapotèques mexicaines, des Touaregs algériennes, des Navajos américaines ou encore des Mosuos chinoises. Dans ces sociétés, les femmes structurent la vie économique et sociale, prennent des décisions, mais ne dominent pas. Elles ne sont pas à la tête, mais au centre. Ces images, remplies de pudeur et de douceur, touchent au cœur. *Nadia Ferroukhi, Les Matriarches, Albin Michel, Paris, 2021*

### LIVRES

#### TRANSFORMER L'ÉLAN EN ACTION



(zs) « Croire, entreprendre, espérer. Au commencement, toujours par le petit bout. Du petit bout naîtra l'étoile, et de l'étoile une constellation. Jusqu'à ce que changent les choses. » Edmond Kaiser, fondateur des organisations vaudoises Terre des hommes et Sentinelles, raconte son engagement. Cet ouvrage est une partie d'un manuscrit de 700 pages retrouvé lors de la constitution d'un fonds d'archives de la fondation Sentinelles. Il confirme le courage et l'inventivité de cet homme d'action dans son combat en faveur des plus démunis. Tout individu peut faire la

différence, était convaincu le pharmacien franco-suisse décédé en 2000 à Lausanne. Les Combats d'Edmond Kaiser contre la violence faite à l'innocence, *Éditions Favre, Lausanne, 2021*

#### DES VISAGES INNOCENTS, REMPLIS D'ESPOIR



(zs) Le photojournaliste américain Steve McCurry signe un nouvel opus, consacré cette fois-ci aux enfants. Au Cambodge, au Népal, en Afghanistan, à Cuba ou en Indonésie, à la maison, sur les bancs d'école ou dans la rue, les portraits sont riches et colorés. Attendrissants également, à l'instar de ce garçon népalais qui dort sur le flanc d'une vache, endormie elle aussi. La scène se déroule sur les pavés d'une rue, au milieu des pigeons. Steve McCurry, membre de l'agence Magnum

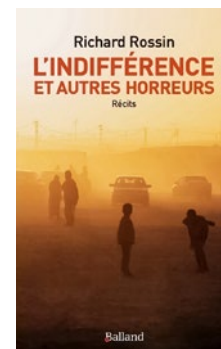
depuis 1986, capture des instants de vie empreints d'innocence et d'espoir. Son regard est attentif et bienveillant. Un album qui raconte toute notre humanité. *Steve McCurry, Enfants du monde – Portraits de l'innocence, Éditions de La Martinière, Paris, 2021*

#### AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE



(zs) Bastian, journaliste français en vacances en Tunisie, porte secours à Fatine, jeune cyberdissidente très active aux prises avec des policiers corrompus. Elle lui demande de l'aide pour recueillir des témoignages prouvant la brutalité et l'autoritarisme du régime tunisien. Requête qu'il accepte. Le pays est en proie au désespoir. Le 17 décembre 2010, le vendeur ambulant Mohamed Bouazizi, 26 ans, s'immole par le feu à Sidi-Bouazid: « (...) des policiers pourris lui ont confisqué sa charrette et sa balance, le reléguant à la misère. Il a fait ça pour refuser une vie de mendicité », raconte Fatine. Peu avant, d'autres malheureux ont commis le même acte désespéré. Révoltée, têtue et audacieuse, Fatine n'entend plus subir cette dictature qui perdure depuis près d'un quart de siècle. Débute alors la grande aventure vers la révolution qui renversera le président Ben Ali en janvier 2011. *Phil Kélean, Entre rêve et tourments. Une aventure en pleine révolution, L'Harmattan, Paris, 2021*

#### DE L'INDIFFÉRENCE MORALE

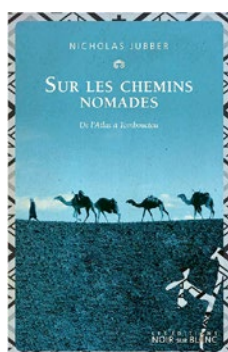


(zs) « J'ai pu saisir la chance de vivre des événements de l'Histoire contemporaine. On ne peut garder pour soi de telles oppor-



tunités qui forcément nourrissent une vie et une pensée loin de la simple morale. Quelles sont les victimes et quels sont les bourreaux ? Les choses sont toujours moins faciles qu'il n'y paraît au simple élan naïf du cœur. » Le cofondateur de Médecins du Monde, chirurgien et humanitaire de la première heure, Richard Rossin, livre des récits d'événements dramatiques survenus dans l'indifférence quasi générale au Biafra (Nigéria), au Darfour (Soudan), au Kurdistan, au Tibet, à Jérusalem ou encore en banlieue parisienne. Ces histoires vécues de près ou de loin, poignantes et touchantes, sont accompagnées de réflexions morales et éthiques. Elles interpellent. *Richard Rossin, L'indifférence et autres horreurs. Récits, Éditions Balland, Paris, 2021*

### AU CŒUR DU SAHARA



(zs) Nicholas Jubber a réalisé son rêve d'enfant. Il est parti sur les traces des nomades, du désert d'Afrique du Nord jusqu'à Tombouctou, « la Mystérieuse ». L'auteur anglais nous embarque dans un voyage extraordinaire à travers l'une des régions les plus fragiles du monde, donnant la parole à des communautés sans voix. Celles-ci tentent de préserver leur mode de vie millénaire, alors que le Sahara est marqué par la menace djihadiste. « Converser avec des Touaregs voilés requiert une compétence de médecin légiste. Vous essayez d'interpréter les indices les plus microscopiques : des inflexions de la voix, le plus léger clignement d'un œil ou sa dilatation », raconte l'écrivain qui décrit plus loin les différends de ce peuple avec ses voisins sédentaires et l'émergence de groupes paramilitaires anti-Touaregs au cours des années 1990. Un ouvrage passionnant entre document politique et récit de voyage. *Nicholas Jubber, Sur les chemins nomades. De l'Atlas à Tombouctou, Traduit de l'anglais par Marie-Odile Probst, Les Éditions Noir sur Blanc, Montricher, 2021*

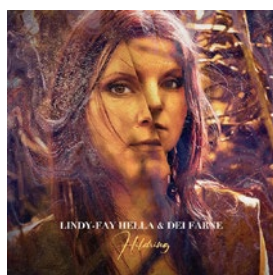
### MUSIQUE

#### MATIÈRE À RÉFLEXION



(er) Dans les années 1970, accompagné de son groupe Super Diamono, le Sénégalais Omar Pène a conquis le public dans son pays, devenant une légende. Alors que la musique pop d'Afrique occidentale porte son empreinte, sa notoriété est restée confidentielle au niveau mondial. À 66 ans, après une pause de huit ans due à des ennuis de santé, le chanteur et compositeur sort *Climat*, un nouvel album riche par sa diversité, fruit de trois ans d'enregistrement entre Dakar et Paris. Résolument haut perchée, sa voix souligne les dangers du réchauffement climatique, parle du terrorisme. Une critique sociale par le texte, articulée en musique avec finesse grâce à divers accents et rythmes : afrobeat, soul, funk, global pop et mbalax traditionnel. Une bonne douzaine d'excellents artistes – guitares, basse, percussions, claviers, saxophone, violons, alto et violoncelle – tissent un support chargé d'émotion que vient parfaire l'accompagnement discret des chanteuses. Une musique qui, sous des dehors entraînants et légers, offre matière à réflexion. *Omar Pène, Climat (Contre Jour/Broken Silence)*

#### DÉLICE POUR L'OREILLE



(er) Ciselée, tantôt mordante et claire, tantôt tendre et éthérée, la voix de la Norvégienne Lindy-Fay Hella offre une tessiture impressionnante et un timbre hors du commun. Pour ce deuxième album, *Hildring* (mirage), la chanteuse de 47 ans s'est associée au collectif Dei Farne (Roy Ole Førland, Ingolf Hella Torgersen et Sondre Veland) ainsi qu'à Gaahl. La partie instrumentale surprend, mêlant guitare, piano, violon Hardanger, harmonium, percussions variées, batterie et synthé-

tiseur en un répertoire qui multiplie les genres : dark synth, néofolk, jazz, musique bruitiste/expérimentale, krautrock (rock allemand), rock progressif et musiques du monde. Il en résulte des ambiances tour à tour aériennes, sombres, intenses ou caressantes. Les références au joik – chant traditionnel et ornemental des peuples sàmi du nord de l'Europe qui célèbre la beauté de la nature par des mélodies et des rythmes fluides – sont palpables. Neuf titres, pour autant de tableaux magnifiques : un délice pour l'oreille. *Lindy-Fay Hella & Dei Farne, Hildring (By Norse)*

### PLANANT



(er) Ce qui prend ici vie est un monde acoustique fascinant et hypnotique, où percussions à main afro-caribéennes, batteries électroniques, chœurs et R'n'B minimaliste sont soumis à un processus de « layering » (ou superposition par couches) au moyen de synthétiseurs numériques. Se déploient des paysages stylistiquement inclassables, une invitation à la danse, mieux encore, à un limbo endiablé. Cette musique, influencée par le culte vaudou et des rituels africains, est l'œuvre du producteur, compositeur et percussionniste de talent Otura Mun, dit ÎFÉ, accompagné de nombreux musiciens invités. Après avoir grandi au sein d'une communauté mennonite de l'État de l'Indiana, ÎFÉ s'est rendu à Porto Rico, a été ordonné prêtre de la religion ifá yoruba et vit désormais, à 45 ans, à La Nouvelle-Orléans. Ce parcours a marqué ses textes explosifs, chantés en yoruba, en anglais et en français, au travers desquels il aborde sans appréhension la vie et la mort dans le monde actuel. Une incursion planante dans la spiritualité en musique. *ÎFÉ, 0000+0000 (Mais um Discos)*

### FILMS

#### PLUS CHAUDS QUE LE CLIMAT

En 2019, des jeunes du monde entier sont descendus dans la rue pour manifester en faveur du climat. Parmi eux, Jeanne, Mark, Nina, Léa et Fabio, à Bienne. Une équipe de tournage a accompagné les cinq jeunes activistes pendant un an. « Plus chauds que le climat » est le fruit de cette



rencontre, le portrait de jeunes gens qui expriment leur engagement idéologique, mais aussi personnel. Les réalisateurs, Adrien Bordone et Bastien Bösiger, mènent des entretiens avec les cinq gymnasiennes et gymnasiens. Ils les filment pendant leurs loisirs et l'organisation d'actions pour le climat. Les motifs de cet engagement hors norme constituent le cœur des échanges. Le travail de réflexion de chacune et chacun sur ses propres motivations quant à la lutte contre le réchauffement climatique est essentiel pour tout engagement en faveur de la durabilité. Il constitue un élément clé de la formation en vue d'un développement durable. *Adrien Bordone et Bastien Bösiger*, Plus chauds que le climat ; *des ressources pédagogiques sont disponibles sur* <https://catalogue.education21.ch> (*recherche: plus chauds que le climat*)

## LE BHOUTAN EN FINALE POUR LES OSCARS



(wr) Un long-métrage du Bhoutan en finale: du jamais vu depuis la création des Oscars, il y a 94 ans! Et pourtant, *L'école du bout du monde* [Lunana], premier film du photographe et poète Pawo Choyning Dorji, a fait son chemin jusqu'à Los Angeles. Il raconte l'histoire d'un jeune enseignant de Thimphou, capitale du Bhoutan. Nommé dans une vallée perdue de haute montagne, Lunana, il se met en route à contrecœur,

traversant de magnifiques paysages. À vrai dire, il rêvait plutôt d'émigrer en Australie, de se lancer dans la musique. À 3800 mètres d'altitude, il rencontre une communauté qui le considère avec respect: selon celle-ci, seul un enseignant est en mesure de «toucher l'avenir des enfants». Peu à peu, il comprend que le bonheur se trouve parfois là où on l'attend le moins. Le journal bernois *Der Bund* parle d'«une leçon de bonheur en plein Himalaya»! Ce merveilleux long-métrage a été tourné à Lunana, dans l'Himalaya, grâce à l'énergie solaire et avec des actrices et acteurs amateurs fréquentant l'école sans doute la plus isolée du monde. Disponible en DVD, en version originale (dzongkha) avec sous-titrage en français et en allemand, il est accompagné d'un livret sur le film et sur le Bhoutan. *Pawo Choyning Dorji*, *L'école du bout du monde* [Lunana]; *disponible sur* [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

## DIVERS

### DES SPÉCIALISTES DU DFAE VIENNENT À VOUS

Vous souhaitez obtenir des informations de première main sur la politique étrangère de la Suisse? Les intervenants et intervenants du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) se tiennent à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour des exposés et des débats sur de nombreux sujets de politique étrangère. Ce service de conférences, gratuit, n'est proposé que sur le territoire suisse. Un effectif minimum de 30 participantes et participants est requis. *Informations: Service de conférences, Communication DFAE, Palais fédéral ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53, e-mail: vortragservice@eda.admin.ch*

## COUP DE CŒUR



### DU FILM À LA BD

**Eileen Hofer est journaliste, cinéaste et auteure de bande dessinée. La Genevoise d'origine turco-libanaise raconte ses séjours à La Havane.**

En tant que cinéaste, j'ai tourné des films au Liban, en Turquie, en Azerbaïdjan et à Cuba entre autres. Sur l'île des Caraïbes, j'ai réalisé le film *Horizontes* (2015), qui raconte l'histoire de la danseuse étoile Alicia Alonso. J'ai rencontré cette femme à La Havane alors qu'elle avait 95 ans! Pour ce long-métrage, j'ai séjourné à trois reprises dans la capitale cubaine. À chaque fois, j'ai logé au sein d'une famille, toujours la même. J'ai fini par connaître également les voisins. C'est incroyable, l'entraide qui réside entre eux. La solidarité a également joué à plein avec nous: le budget du film était restreint, toutes et tous nous ont aidés dans cette entreprise. Les gens nous ont aussi intégrés à la culture locale. Le dimanche soir, nous allions danser en plein air. C'est l'acteur Luis Alberto García qui était le DJ de cet endroit génialissime. Il y avait, bien sûr, des morceaux de salsa. Luis Alberto García est l'acteur principal de *La vida es silbar* (*La Vie, c'est siffler*) de Fernando Pérez. Ce film, sorti en 1998, suit trois personnages en quête de bonheur à La Havane. Ces derniers tentent d'affronter la peur de la vérité pour prendre un nouveau départ. Autre film cubain à voir absolument: *La muerte de un burócrata* (*La Mort d'un bureaucrate*, 1966), réalisé par Tomás Gutiérrez Alea. Ce chef-d'œuvre, rempli d'humour noire, se moque des failles et des limites de la bureaucratie en plein castrisme. C'est très, très drôle! Après dix ans dans le cinéma, j'écris désormais des bandes dessinées. Art dans lequel je jouis d'une liberté totale: j'ai moins de contraintes budgétaires. En avril 2021, j'ai publié *Alicia. Prima ballerina assoluta*, qui suit l'ascension vers la gloire de cette danseuse, cette fois-ci sur papier. Actuellement, je prépare la biographie d'une actrice hollywoodienne connue. L'ouvrage devrait paraître en 2023.

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

## IMPRESSUM

*Un seul monde* paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Charlotte Stachel (coordination globale), Beat Felber, Luana Nava, Marie-Noëlle Paccolat, Nicolas Saameli, Özgür Ünal

### Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: [info.deza@eda.admin.ch](mailto:info.deza@eda.admin.ch)

### Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: [deza@gewa.ch](mailto:deza@gewa.ch)

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

**Tirage total:** 47 400 exemplaires

**Couverture:** Au centre de recherche Roam à Nairobi, au Kenya, l'ingénieur mécanique Esther Wairimu développe un système de batterie pour un Land Cruiser transformé en véhicule électrique.

© Nichole Sobecki/VII/Redux/laif

ISSN 1661-1675

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



**« Je ne me retiens plus pour  
défendre mes droits ou ceux de mes collègues. »**

Collet Wemba, page 8

---

**« Le travail est de plus en plus organisé par des  
algorithmes plutôt que par des êtres humains,  
depuis l'embauche de la personne  
jusqu'à l'évaluation de ses performances. »**

Uma Rani, page 12

---

**« Tout le monde part ou est sur le point  
de partir et je me dis : pourquoi rester ici, alors que  
j'aurais les moyens de m'en aller ? »**

Lucero Millán, page 36

---